

Art. 4. Dans l'article 15 du même arrêté modifié par les arrêtés ministériels des 27 janvier 2003, 26 mars 2003, 27 mai 2003 et 23 juin 2003 sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le § 1^{er} le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 150 »;
- 2° dans le § 2 le nombre « 400 » est remplacé par le nombre « 300 »;
- 3° dans le §§ 2 et 3 le mois « août » est remplacé par le mois « décembre »;
- 4° dans le § 3 les nombres « 600 » et « 200 » sont remplacés respectivement par les nombres « 450 » et « 150 ».

Art. 5. Dans l'article 18 du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 27 janvier 2003 et 28 avril 2003, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans la période du 1^{er} mai 2003 jusqu'au 31 août 2003 inclus, il est interdit à tous les bateaux de pêche de réaliser plus de quatre-vingt cinq jours de navigation. Dans la troisième période de quatre mois, qui prend cours le 1^{er} septembre 2003, il est interdit à tous les bateaux de pêche de réaliser plus de quatre-vingt dix jours de navigation. »

Art. 6. Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003, à l'exception de l'article 2 qui produit ses effets le 16 août 2003.

Bruxelles, le 28 août 2003.

L. SANNEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3392

[C — 2003/29436]

17 JUILLET 2003. — Décret accordant une priorité au membre du personnel victime d'un acte de violence et introduisant la suspension préventive des membres du personnel temporaires et la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service dans les réseaux d'enseignement de la Communauté française et subventionnées (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT ORGANISE PAR LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Modifications à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

CHAPITRE I^{er}. — De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Article 1^{er}. A l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les décrets du 24 juin 1996 et du 17 juillet 1998, le littéra *b*) est rétabli dans la rédaction suivante :

« *b*) par retrait d'emploi dans l'intérêt du service ».

Art. 2. A la section 4 « De la disponibilité » du même arrêté, dont l'article 164 tel que modifié forme la sous-section première « Disposition générale » et les articles 165 à 167^{ter} forment la sous-section 2 « De la mise en disponibilité par défaut d'emploi », il est inséré une sous-section 3 rédigée de la manière suivante :

« Sous-section 3. — De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement

Art. 167^{quater}. — § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement par le ministre fonctionnel suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement formulée selon les modalités fixées par le Gouvernement. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel.

Toutefois, il peut être dérogé par le Gouvernement à la limitation visée à l'alinéa 1^{er} afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement prononcée au cours d'une année scolaire à l'égard d'un membre du personnel soit prolongée jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité. Un membre du personnel ne peut être placé en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement si les faits pour lesquels cette mesure est envisagée peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

§ 2. Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou par la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement est envisagée doivent être notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel des établissements organisés par la Communauté française, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Le membre du personnel à charge duquel est formulée une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement peut, dans les dix jours de la notification de la proposition, introduire un recours auprès de la chambre de recours.

Celle-ci se prononce dans un délai d'un mois maximum.

La chambre de recours donne un avis motivé sur la proposition au ministre fonctionnel, qui rend une décision dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

§ 3. Si le membre du personnel n'a pas introduit de recours devant la chambre de recours dans le délai prescrit au § 2, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement est transmise, à l'issue dudit délai, au ministre fonctionnel. Celui-ci rend une décision dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné. »

CHAPITRE II. — *De la suspension préventive*

Art. 3. A l'article 157bis, § 3, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, les termes « organisation syndicale représentative » sont remplacés par les termes « organisation syndicale agréée »;

2° à l'alinéa 4, les termes « n'ont pas été entendus » sont remplacés par les termes « ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition »;

3° entre l'alinéa 4, tel que modifié, et l'alinéa 5 devenant l'alinéa 7, il est inséré deux alinéas rédigés comme suit :

« Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition. »

Art. 4. Au chapitre IXbis « De la suspension préventive : mesure administrative » du même arrêté, dont les articles 157bis, tel que modifié, à *quinquies* forment la section première « De la suspension préventive des membres du personnel nommés à titre définitif », il est inséré une section 2 « De la suspension préventive des membres du personnel désignés à titre temporaire » rédigée comme suit : « Section 2. — De la suspension préventive des membres du personnel désignés à titre temporaire

Art. 157sexies. — § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel temporaire :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité conformément aux articles 57 à 65.

§ 2. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le Gouvernement.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 3, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent dans l'école.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 5. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 157*nonies*, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Art. 157*septies*. — Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 157*octies*. — A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 168, 2°, b), ou 7°;

2° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 157*nonies*. — La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises à l'égard d'un membre du personnel temporaire en application de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, au 30 juin de l'année scolaire en cours sauf pour les temporaires prioritaires visés à l'article 46, § 1^{er}.

Si le membre du personnel visé à la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section première du présent chapitre lui sont applicables. »

CHAPITRE III. — De la priorité accordée aux membres du personnel victimes d'acte de violence

Art. 5. Dans le même arrêté, il est introduit un chapitre III*bis*, rédigé comme suit :

« Chapitre III*bis*. — Des membres du personnel victimes d'acte de violence

Section 1^{er}. — Dispositions générales

Art. 51*bis*. — Pour l'application du chapitre III*bis*, il faut entendre par acte de violence : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

On entend par « membre du personnel victime d'un acte de violence », le membre du personnel définitif, temporaire prioritaire ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1^{er} par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

Les articles 51*quater* à *octies* ne s'appliquent que pour autant que la victime ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité ne sera prise en considération que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

Art. 51*ter*. — § 1^{er}. Le membre du personnel victime d'un acte de violence bénéficie du dispositif défini à la section 2 s'il est temporaire non classé, à la section 3 s'il est temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat, à la section 4 s'il est temporaire classé dans le 1^{er} groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, à la section 5 s'il est temporaire prioritaire et à la section 6 s'il est nommé à titre définitif.

§ 2. Dans le cas où il n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, le membre du personnel visé au § 1^{er} introduit sa demande à bénéficier du dispositif défini aux sections 2 à 5 par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou de la Direction générale de l'enseignement non obligatoire, selon le cas, qui vérifient que les conditions du présent décret sont remplies.

Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception une copie de cette demande à son chef d'établissement.

Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa 1^{er} dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions.

La demande indique dans quelles zones le membre du personnel préfère exercer ses fonctions.

Une copie de la plainte visée au § 1^{er} y est annexée, ainsi que copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 3. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 2, la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis au ministre fonctionnel. Une copie de cet avis est communiquée au chef d'établissement ainsi qu'au membre du personnel concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé au présent chapitre est prise par le ministre fonctionnel dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au chef d'établissement et au membre du personnel concerné.

Section 2. — Du droit à une nouvelle désignation des temporaires non classés

Art. 51^{quater}. — § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire non classé victime d'un acte de violence peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation n'est prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel non classé visé au présent article,

a) dans tout emploi disponible de la même fonction pour lequel il n'y a pas de candidat classé
ou

b) dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte volontairement de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel non classé visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 6. Par dérogation à l'article 31, 9^o, le temporaire non classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire prioritaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissements exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

Section 3. — Du droit à une nouvelle désignation des temporaires classés dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité

Art. 51^{quinquies}. — § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23 en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone
ou

b) dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1^o un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter avec le membre du personnel victime d'un acte de violence;

2° à défaut, un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter avec lui.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. A condition que le membre du personnel temporaire ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail, il ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte l'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, sauf accord de sa part. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

§ 6. Par dérogation à l'article 18, 8°, le temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zones exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Par dérogation à l'article 31, 9°, le temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire prioritaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissements exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

Section 4. — Du droit à une nouvelle désignation des temporaires classés dans le premier groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité

Art. 51sexies. — § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire classé dans le premier groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité, victime d'un acte de violence, peut solliciter sa désignation dans un autre établissement dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le ministre fonctionnel désigne le membre du personnel temporaire visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, appartenant à un établissement de la (des) zone(s) mentionnée(s) dans l'acte de candidature visé à l'article 23;

ou

b) dans l'emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui.

Le littéra b) ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire visé à la présente section une nouvelle désignation conformément au § 2, le ministre fonctionnel le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par :

1° un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter;

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel victime d'un acte de violence en incapacité de travail consécutive à cet acte, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il a été victime d'un acte de violence, le membre du personnel temporaire visé à la présente section ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de cet acte, sauf accord de sa part et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 6. Par dérogation à l'article 18, 8°, le temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix de zones exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa(ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Par dérogation à l'article 31, 9°, le temporaire classé qui a introduit une candidature valable pour une désignation en qualité de temporaire prioritaire pour l'année scolaire suivante, peut modifier le choix d'établissements exprimé après le délai fixé dans l'appel aux candidats à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa(ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Cette demande n'est néanmoins prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

*Section 5. — Du droit au changement d'affectation de circonstance
des membres du personnel désignés en qualité de temporaire prioritaire*

Art. 51*septies*. — § 1^{er}. Le membre du personnel désigné en qualité de temporaire prioritaire peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première et jusqu'au plus tard à la fin de l'année scolaire en cours.

La demande visée à l'article 51*ter*, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté. Le membre du personnel visé à la présente section indique en outre s'il accepte d'être désigné dans un emploi non vacant.

La demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le ministre fonctionnel accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

ou

b) dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

Le littéra b) ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire prioritaire visé à la présente section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le ministre fonctionnel lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le ministre fonctionnel transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le ministre fonctionnel transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au Président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 5. Par dérogation à l'article 33, alinéa 3, et à l'article 46, § 2, le temporaire prioritaire peut demander un changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissements déjà exprimé après la date fixée à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Néanmoins, cette demande n'est prise en compte que si elle parvient avant le 15 mai au ministre fonctionnel.

*Section 6. — Du droit au changement d'affectation
de circonstance des membres du personnel nommés à titre définitif*

Art. 51*octies*. — § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif peut solliciter un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement de la même zone ou d'une autre zone, dans le respect des conditions visées à la section première.

La demande visée à l'article 51*ter*, § 2, indique dans quelle(s) zone(s) d'affectation le membre du personnel demande à bénéficier du changement d'affectation de circonstance, ainsi que les établissements dans lesquels il souhaite être affecté.

Sans préjudice du § 2, dernier alinéa, la demande visée aux alinéas précédents peut être introduite à tout moment de l'année; concomitamment, une copie de cette demande est transmise au président de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s) et, le cas échéant, au président de la Commission interzonale d'affectation.

La (les) Commission(s) zonale(s) d'affectation concernée(s), et, le cas échéant, la Commission interzonale d'affectation, propose(nt) au Gouvernement les changements d'affectation de circonstance qu'elle(s) juge(nt) les plus adéquats, dans le respect du § 2.

§ 2. Le ministre fonctionnel accorde un changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé à la présente section

a) dans tout emploi disponible de la même fonction, pour une durée ininterrompue de quinze semaines au moins ou jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

ou

b) dans un emploi, de la même fonction, occupé par un membre du personnel temporaire qui accepte de permuter avec lui en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

Le littéra b) ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre définitif visé à la présente section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le ministre fonctionnel lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire non classé à qui il impose de permuter, en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er};

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire classé dans le deuxième groupe visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 précité à qui il impose de permuter en tenant compte des préférences exprimées quant à la zone dans la demande visée au § 1^{er}.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le ministre fonctionnel transmet au président de la Commission zonale d'affectation concernée copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel obtient un changement d'affectation de circonstance dans un établissement relevant d'une autre zone que celle de l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, le ministre fonctionnel transmet également copie de l'acte de changement d'affectation de circonstance au président de la Commission interzonale d'affectation.

§ 5. Par dérogation à l'article 48, §§ 2 et 3, le membre du personnel victime d'un acte de violence peut, après le 31 janvier de l'année scolaire au cours de laquelle il a été victime, introduire une demande de changement d'affectation pour l'année scolaire suivante ou modifier le choix d'établissements déjà exprimé à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail. Néanmoins, cette demande n'est prise en considération que si elle parvient avant le 15 mai au président de la Commission d'affectation zonale ou interzonale concernée. »

TITRE II. — DES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications au décret du 6 juin 1994

fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné

Section 1^{re}. — De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service

Art. 6. Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, le chapitre XI, abrogé par le décret du 17 juillet 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Chapitre XI. — De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement

Art. 81. — Le membre du personnel nommé à titre définitif peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement par son pouvoir organisateur suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement formulée selon des modalités définies par le Gouvernement. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel.

Toutefois, il peut être dérogé à la limitation visée à l'alinéa 1^{er} afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement prononcée au cours d'une année scolaire à l'égard d'un membre du personnel soit prolongée jusqu'au terme de l'année scolaire en cours.

La demande de dérogation est soumise, pour accord, au Gouvernement par le pouvoir organisateur.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité.

Un pouvoir organisateur ne peut placer un membre de son personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement si les faits pour lesquels il envisage cette mesure peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

Art. 82. — Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de placer le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou pensionné, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément aux alinéas précédents.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

Art. 83. — § 1^{er}. Le pouvoir organisateur notifie la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement au membre du personnel qui peut, dans les dix jours de cette notification, introduire un recours auprès de la chambre de recours compétente.

Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La chambre de recours se prononce dans un délai d'un mois maximum à dater de la réception du recours.

La chambre de recours remet son avis motivé à la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas.

La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis au ministre fonctionnel dans un délai de deux semaines maximum à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. A cet effet, elles s'entourent de tout complément d'information quelles jugent utile.

Une copie de l'avis visé au paragraphe précédent est communiquée au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Le ministre fonctionnel autorise ou refuse la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

Dans le cas d'un refus, le pouvoir organisateur ne peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Dans le cas d'une autorisation, le pouvoir organisateur peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 2. Si le membre du personnel n'a pas introduit de recours devant la chambre de recours dans le délai prescrit au § 1^{er}, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement est transmise, à l'issue dudit délai, à la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas.

La proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement contre laquelle un recours n'a pas été exercé peut être exécutée par le pouvoir organisateur à ses risques et périls.

La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis dans un délai de deux semaines maximum à compter de la réception de la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement. A cet effet, elles s'entourent de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Une copie de l'avis visé à l'alinéa précédent est communiquée au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Le ministre fonctionnel autorise ou refuse la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

Dans le cas d'un refus, le pouvoir organisateur ne peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Dans le cas d'une autorisation, le pouvoir organisateur peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Section 2. — De la suspension préventive

Art. 7. A l'article 60, § 3, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 4, les termes « n'ont pas été entendus » sont remplacés par les termes « ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition »;

2° entre l'alinéa 4, tel que modifié, et l'alinéa 5 devenant l'alinéa 7, il est inséré deux alinéas rédigés comme suit :

« Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition. »

Art. 8. Dans le chapitre VIII du même décret, dont l'article 63*bis* actuel, devenant l'article 59*bis*, forme la section première « Dispositions générales » et dont les articles 60, tel que modifié, à 63 actuels forment la section 2 « De la suspension préventive des membres du personnel nommés à titre définitif », il est inséré une section 3 « De la suspension préventive des membres du personnel désignés à titre temporaire » rédigée comme suit :

« Section 3. — De la suspension préventive des membres du personnel désignés à titre temporaire

Art. 63*bis*. — La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel temporaire de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel temporaire reste dans la position administrative de l'activité de service.

Art. 63*ter*. — § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel désigné à titre temporaire ou en qualité de temporaire prioritaire :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité conformément aux articles 15 à 17.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné, en activité de service ou à la retraite, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le pouvoir organisateur convoque le membre du personnel à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 2 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 4. La durée de la suspension préventive ne peut dépasser six mois dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité; dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à six mois.

Art. 63^{quater}. — Tout membre du personnel temporaire suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 63^{quinqies}. — § 1^{er}. A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 58, 1°, b), ou 4°;

2° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 63^{sexies}. — La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

Art. 63^{septies}. — La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises par le pouvoir organisateur à l'égard d'un membre du personnel désigné à titre temporaire en application des dispositions de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle la désignation prend fin et, au plus tard, au 30 juin de l'année scolaire en cours.

Si le membre du personnel visé par la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section 2 du présent chapitre sont applicables. »

Section 3. — De la priorité accordée aux membres du personnel victimes d'acte de violence

Art. 9. A l'article 28, 1°, alinéa 3, du même décret, il est inséré après le deuxième tiret, un tiret rédigé comme suit : « — si l'emploi est confié au membre du personnel victime d'un acte de violence dont l'affectation prioritaire est reconduite en application de l'article 36^{quinqies}, § 4, alinéa 2 ».

Art. 10. Dans le Chapitre III « Recrutement » du même décret, il est inséré une section 5 « Des membres du personnel victimes d'acte de violence » rédigée comme suit : « Section 5 — Des membres du personnel victimes d'acte de violence Sous-section première : Dispositions générales

Art. 36^{bis}. — § 1^{er}. Pour l'application de la section 5, il faut entendre par « acte de violence », toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement, pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

On entend par « membre du personnel victime d'un acte de violence », le membre du personnel définitif ou temporaire reconnu par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini à l'alinéa 1^{er}.

La priorité visée au § 2 n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité n'est prise en compte que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

§ 2. Le membre du personnel visé au § 1^{er} bénéficie d'une priorité définie conformément à la sous-section 2 pour ce qui concerne le membre du personnel temporaire non prioritaire, à la sous-section 3 pour ce qui concerne le membre du personnel temporaire prioritaire et à la sous-section 4 pour le membre du personnel nommé à titre définitif.

Si le membre du personnel n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, il introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, vérifient que les conditions d'application du présent décret sont remplies, en s'entourant de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa précédent dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions à la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, vérifient que les conditions d'application du présent décret sont remplies en s'entourant de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Une copie de la plainte visée au § 1^{er} est annexée à la demande, de même qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 3. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 2, la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis au ministre fonctionnel. Une copie de cet avis est communiquée au pouvoir organisateur ainsi qu'au membre du personnel concerné.

La décision d'octroi du dispositif visé au présent chapitre est prise par le ministre fonctionnel ou son délégué dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Sous-section 2. — Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires non prioritaires

Art. 36^{ter}. — § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire non prioritaire victime d'un acte de violence peut solliciter, dans les conditions visées à la sous-section première, une nouvelle désignation dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le pouvoir organisateur désigne le membre du personnel visé au § 1^{er} :

a) dans tout emploi de la même fonction qui n'est pas occupé par un autre membre du personnel dans le respect des dispositions statutaires;

ou

b) dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel qui accepte de faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

Le littéra b) du présent paragraphe ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire non prioritaire visé à la présente sous-section une nouvelle désignation conformément au § 2, le pouvoir organisateur le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par un membre du personnel temporaire non prioritaire à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. S'il n'a pas pu faire l'objet d'une désignation dans un autre emploi de la même fonction conformément aux §§ 2 et 3, et qu'il est désigné par un autre pouvoir organisateur dans un emploi de la même fonction, les services qu'il preste dans ce nouveau pouvoir organisateur sont également pris en compte dans le calcul de l'ancienneté de fonction auprès du pouvoir organisateur d'origine, à concurrence du nombre de jours qu'il restait à prester dans le cadre de la désignation initiale.

§ 5. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel visé par le présent article en incapacité de travail consécutive à l'acte de violence, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 6. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent article, le membre du personnel temporaire ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de l'acte de violence, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Sous-section 3. — Du droit à une nouvelle désignation des membres du personnel temporaires prioritaires

Art. 36^{quater}. — § 1^{er}. Le membre du personnel temporaire prioritaire victime d'un acte de violence peut solliciter, dans les conditions visées à la sous-section première, une nouvelle désignation dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

La demande de nouvelle désignation ne sera prise en considération que si la désignation initiale n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

La nouvelle désignation visée au présent article ne peut être d'une durée inférieure à la durée restant à courir dans le cadre de la désignation initiale, sauf accord du membre du personnel concerné. Toutefois, une désignation d'une durée inférieure à celle restant à courir dans le cadre de sa désignation initiale peut être imposée à la victime d'un acte de violence à condition que cet emploi soit disponible pour une durée de quinze semaines au moins et que le membre du personnel qui fait l'objet d'une telle désignation ne perde aucun droit pour la période qui représente la différence entre cette désignation et la durée de la désignation initiale.

§ 2. Le pouvoir organisateur désigne le membre du personnel visé au § 1^{er}

a) dans tout emploi de la même fonction qui n'est pas occupé par un autre membre du personnel dans le respect des dispositions statutaires;

ou

b) dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel qui accepte faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

Le littéra b) du présent paragraphe ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel temporaire prioritaire visé à la présente sous-section une nouvelle désignation conformément au § 2, le pouvoir organisateur le désigne dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire non prioritaire à qui il impose de permuter;

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire prioritaire, dans l'ordre inverse du classement, à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les désignations qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. S'il n'a pas pu faire l'objet d'une désignation dans un autre emploi de la même fonction conformément aux §§ 2 et 3, et qu'il est désigné par un autre pouvoir organisateur dans un emploi de la même fonction, les services qu'il preste dans ce nouveau pouvoir organisateur sont également pris en compte dans le calcul de l'ancienneté de fonction auprès du pouvoir organisateur d'origine, à concurrence du nombre de jours qu'il restait à prester dans le cadre de la désignation initiale.

§ 5. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel visé par le présent article en incapacité de travail consécutive à l'acte de violence, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale.

§ 6. L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent article, le membre du personnel temporaire prioritaire ne peut être à nouveau désigné dans l'établissement dans lequel il a été victime de l'acte de violence, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Sous-section 4. — Du changement d'affectation de circonstance, de la mutation

et de la désignation dans un autre pouvoir organisateur des membres du personnel nommés à titre définitif

Art. 36quinquies. — § 1^{er}. Le membre du personnel nommé à titre définitif victime d'un acte de violence peut solliciter, dans les conditions visées à la sous-section première, un changement d'affectation de circonstance dans un autre établissement relevant du même pouvoir organisateur.

§ 2. Le pouvoir organisateur accorde le changement d'affectation de circonstance au membre du personnel visé au § 1^{er}

a) dans tout emploi de la même fonction qui n'est pas occupé par un autre membre du personnel;

ou

b) dans tout emploi de la même fonction occupé par un membre du personnel qui accepte faire une permutation avec le membre du personnel victime d'un acte de violence.

Le littéra b) du présent paragraphe ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 3. A défaut d'avoir pu offrir au membre du personnel définitif visé à la présente sous-section un changement d'affectation de circonstance conformément au § 2, le pouvoir organisateur lui accorde ce changement d'affectation de circonstance dans tout emploi de la même fonction déjà occupé par

1° un membre du personnel temporaire non prioritaire à qui il impose de permuter;

2° à défaut, par un membre du personnel temporaire prioritaire, dans l'ordre inverse du classement, à qui il impose de permuter.

L'alinéa précédent ne vaut que pour les changements d'affectation de circonstance qui interviennent avant le 15 mai de l'année scolaire en cours.

§ 4. Le membre du personnel victime d'un acte de violence peut demander à un(d')autre(s) pouvoir(s) organisateur(s) à être muté dans un emploi définitivement vacant de la même fonction en application de l'article 29, § 1^{er}.

Le membre du personnel victime d'un acte de violence peut demander à un(d')autre(s) pouvoir(s) organisateur(s) à être désigné dans un emploi de la même fonction. S'il est désigné par ce pouvoir organisateur, il bénéficie dans ce cas d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

La reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions de nomination définitive. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à la nomination définitive, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction.

§ 5. L'année scolaire qui suit celle où le membre du personnel a été victime d'un acte de violence, le pouvoir organisateur lui accorde un changement d'affectation par priorité à tout autre changement d'affectation, à toute désignation et à toute nomination définitive d'un autre membre du personnel, dans tout emploi vacant de la même

fonction à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

Art. 11. A l'article 95 du même décret, il est ajouté un point 6° libellé comme suit :

« 6° de contrôler le respect par le pouvoir organisateur des articles 36ter, §§ 2 et 3, 36quater, §§ 2 et 3, et 36quinquies, §§ 2 et 3 ».

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés

Art. 12. A l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique officiels subventionnés, et dont le contenu actuel forme l'alinéa 1^{er}, il est ajouté un alinéa 2, un alinéa 3 et un alinéa 4, rédigés comme suit : « Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel en application de la priorité qui leur est conférée par l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

Les opérations de réaffectation et de remise au travail effectuées par les Commissions zonales et centrale de réaffectation, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 précité.

Conformément à l'article 28 du décret du 6 juin 1994 précité, la reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 36quinquies du même décret a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa précédent. »

CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial

Art. 13. L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial, est complété par un paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel en application de la priorité qui leur est conférée par l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

Les opérations de réaffectation et de remise au travail effectuées par les Commissions régionales et centrale de réaffectation, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 précité.

Conformément à l'article 28 du décret du 6 juin 1994 précité, la reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 36quinquies du même décret a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa précédent. »

CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné

Art. 14. L'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale officiel subventionné, et dont le contenu actuel forme l'alinéa 1^{er}, est complété par un alinéa 2, un alinéa 3 et un alinéa 4 rédigés comme suit :

« Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI les emplois occupés par les membres du personnel en application de la priorité qui leur est conférée par l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné.

Les opérations de réaffectation et de remise au travail effectuées par les Commissions zonales et centrale de réaffectation, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article 36quinquies du décret du 6 juin 1994 précité.

Conformément à l'article 28 du décret du 6 juin 1994 précité, la reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 36quinquies du même décret a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa précédent. »

TITRE III. — DES MEMBRES DU PERSONNEL DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNÉ

CHAPITRE I^{er}. — Modifications au décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné

Section 1^{re}. — De la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement

Art. 15. A l'article 69 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, modifié par le décret du 17 juillet 1998, avant les termes « Un membre du personnel peut être mis en disponibilité par son pouvoir organisateur » sont insérés les termes suivants :

« A l'exception de la disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement qui fait l'objet de l'article 70. »

Art. 16. L'article 70 du même décret, abrogé par le décret du 17 juillet 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 70. — § 1^{er}. Le membre du personnel engagé à titre définitif peut être mis en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement par son pouvoir organisateur suite à une proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement formulée selon des modalités définies par le Gouvernement. La durée de la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement ne peut dépasser, en une ou plusieurs périodes, six mois sur l'ensemble de la carrière du membre du personnel.

Toutefois, il peut être dérogé à la limitation visée à l'alinéa 1^{er} afin que la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement prononcée au cours d'une année scolaire à l'encontre d'un membre du personnel soit prolongée jusqu'au terme de l'année scolaire en cours. La demande de dérogation est soumise, pour accord, au Gouvernement par le pouvoir organisateur.

Durant la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel perçoit un traitement d'attente égal à 75 % de son dernier traitement d'activité.

Un pouvoir organisateur ne peut placer un membre de son personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement si les faits pour lesquels il envisage cette mesure peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'une procédure de constatation d'incompatibilité ou si le membre du personnel fait l'objet, pour ces faits, de poursuites pénales.

§ 2. Préalablement à toute proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur. La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le pouvoir organisateur envisage de placer le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement doivent lui être notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement libre subventionné, en activité de service ou pensionnés, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Toutefois, si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la procédure se poursuit valablement.

§ 3. Le pouvoir organisateur notifie la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement au membre du personnel qui peut, dans les dix jours de cette notification, introduire un recours auprès de la chambre de recours compétente.

Le membre du personnel qui fait usage de son droit de recours en notifie immédiatement une copie à son pouvoir organisateur.

La chambre de recours se prononce dans un délai d'un mois maximum à dater de la réception du recours.

La chambre de recours remet son avis motivé à la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas.

La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis au ministre fonctionnel dans un délai de deux semaines maximum à partir de la réception de l'avis de la chambre de recours. A cet effet, elles s'entourent de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Une copie de l'avis visé au paragraphe précédent est communiquée au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Le ministre fonctionnel autorise ou refuse la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

Dans le cas d'un refus, le pouvoir organisateur ne peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Dans le cas d'une autorisation, le pouvoir organisateur peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 4. Si le membre du personnel n'a pas introduit de recours devant la chambre de recours dans le délai prescrit au § 1^{er}, la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement est transmise, à l'issue dudit délai, à la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas.

La proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement contre laquelle un recours n'a pas été exercé peut être exécutée par le pouvoir organisateur à ses risques et périls.

La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis dans un délai de deux semaines maximum à compter de la réception de la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement. A cet effet, elles s'entourent de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Une copie de l'avis visé à l'alinéa précédent est communiquée au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

Le ministre fonctionnel autorise ou refuse la proposition de mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement dans un délai de deux semaines maximum. Cette décision est notifiée au plus tard à l'échéance du délai pour rendre la décision et sort ses effets le troisième jour ouvrable après sa notification au membre du personnel concerné.

Dans le cas d'un refus, le pouvoir organisateur ne peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Dans le cas d'une autorisation, le pouvoir organisateur peut mettre le membre du personnel en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement. »

Section 2. — De la suspension préventive

Art. 17. A l'article 87, § 3, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 4, les termes « n'ont pas été entendus » sont remplacés par les termes « ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition »;

2° entre l'alinéa 4, tel que modifié, et l'alinéa 5 devenant l'alinéa 7, il est inséré deux alinéas rédigés comme suit :

« Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition. »

Art. 18. Au chapitre X, du même décret, remplacé par le décret du 6 avril 1998 et dont les actuels articles 87, tel que modifié, à 90 forment la section première « De la suspension préventive des membres du personnel engagés à titre définitif », il est inséré une section 2 « De la suspension préventive des membres du personnel engagés à titre temporaire » rédigée comme suit : « Section 2 — De la suspension préventive des membres du personnel engagés à titre temporaire

Art. 90bis. — § 1^{er}. La suspension préventive organisée par la présente section est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le pouvoir organisateur et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 2. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel engagé à titre temporaire ou en qualité de temporaire prioritaire :

1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;

2° dès que le pouvoir organisateur lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité conformément aux articles 22 à 26.

§ 3. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le pouvoir organisateur.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement libre subventionné, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le pouvoir organisateur convoque le membre du personnel à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, le pouvoir organisateur communique sa décision au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les trois jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 4. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du § 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur le champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt de l'enseignement, que le membre du personnel ne soit plus présent à l'école.

La mesure d'écartement doit être prise dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où la faute grave ou les griefs précités sont constatés.

Dans les trois jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, le pouvoir organisateur est tenu d'engager la procédure de suspension préventive conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté de l'établissement pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive telle que prévue notamment au § 3 du présent article.

Le membre du personnel écarté sur-lechamp reste dans la position de service de l'activité de service.

Art. 90ter. — Tout membre du personnel temporaire suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement, qui fait l'objet :

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires, est fixé à la moitié de son traitement d'activité.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Art. 90quater. — A l'issue de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si :

1° il est fait application de l'article 71quater, 8°, b), ou 11°;

2° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de sa subvention-traitement initialement retenue augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Art. 90quinquies. — La suspension préventive est portée à la connaissance du Gouvernement afin que l'exécution immédiate de cette mesure soit assurée.

Art. 90sexies. — La procédure de suspension préventive ainsi que les mesures prises par le pouvoir organisateur à l'égard d'un membre du personnel engagé à titre temporaire en application des dispositions de la présente section prennent fin de plein droit à la date à laquelle l'engagement à titre temporaire prend fin et, au plus tard, au 30 juin de l'année scolaire en cours.

Si le membre du personnel visé par la présente section acquiert la qualité de définitif, les dispositions de la section première du présent chapitre sont applicables. »

Section 3. — De la priorité accordée aux membres du personnel victimes d'acte de violence

Art. 19. A l'article 29quater du même décret, introduit par le décret du 19 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un point 1°bis rédigé comme suit :

« 1°bis. Si l'emploi est définitivement vacant et qu'il n'est pas déjà attribué à un membre du personnel qui compte plus de 720 jours d'ancienneté dans la fonction au sein du pouvoir organisateur ou ne peut être attribué à un membre du personnel qui totalise 2 160 jours d'ancienneté de service auprès du pouvoir organisateur, il l'attribue à titre temporaire à un membre du personnel qui entre dans les conditions de l'article 34quinquies et qui est engagé à titre définitif dans la même fonction, dans une fonction de recrutement du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement libre subventionné de même caractère.

Dans le cas d'un emploi déjà attribué à un membre du personnel, l'obligation visée à l'alinéa précédent est limitée au 15 mai de l'année scolaire en cours.

Le membre du personnel doit en avoir fait la demande conformément à la procédure prévue à l'article 34quinquies. Il bénéficie dans ce cas d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

La reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions d'engagement à titre définitif. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à l'engagement à titre définitif, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction;

2° il est inséré un point 1°ter rédigé comme suit :

« 1°ter. Si l'emploi est temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines, il l'attribue à titre temporaire à un membre du personnel qui entre dans les conditions de l'article 34quinquies et qui est engagé à titre définitif dans la même fonction, dans une fonction de recrutement du personnel directeur et enseignant ou du personnel auxiliaire d'éducation dans l'enseignement libre subventionné de même caractère.

Dès qu'un emploi devient définitivement vacant et qu'il ne peut être attribué à un membre du personnel qui totalise 2 160 jours d'ancienneté auprès du pouvoir organisateur, il l'attribue au membre du personnel visé à l'alinéa précédent.

Cette obligation est limitée au 15 mai de l'année scolaire en cours.

Le membre du personnel doit en avoir fait la demande conformément à la procédure prévue à l'article 34quinquies. Il bénéficie dans ce cas d'un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement conformément à l'article 14, § 1^{er}, 3° et 4°, de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendants de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Si l'emploi est définitivement vacant, la reconduction de cette affectation prioritaire se fait de la même manière jusqu'à ce que le membre du personnel remplisse les conditions d'engagement à titre définitif. Si, à ce moment, le membre du personnel ne pose pas sa candidature à l'engagement à titre définitif, le pouvoir organisateur est délié de l'obligation de reconduction. »;

3° au point 12°, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 : « Par dérogation à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur confie l'emploi au membre du personnel temporaire figurant dans le groupe 2 précité, qui rentre dans les conditions de l'article 34quinquies, et qui a demandé à changer d'établissement dans les conditions prévues à cet article. Ce membre du personnel n'est pas soumis à l'obligation de poser la candidature visée à l'article 1^{er}. »;

4° au point 12°, aux anciens alinéas 2 et 3, devenus 3 et 4, les termes « cette disposition » sont remplacés par les termes « la disposition visée à l'alinéa 1^{er} »;

5° au point 14°, l'alinéa suivant est inséré entre les anciens alinéas 6 et 7, devenus alinéas 7 et 8 :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur confie l'emploi au membre du personnel temporaire figurant dans ce groupe et qui entre dans les conditions de l'article 34quinquies qui a demandé à changer d'établissement dans les conditions prévues à cet article. Ce membre du personnel n'est pas soumis à l'obligation de poser la candidature visée à l'alinéa 3. »;

6° le point 15° est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur confie l'emploi au membre du personnel temporaire figurant dans ce groupe et qui entre dans les conditions de l'article 34quinquies qui a demandé à changer d'établissement dans les conditions prévues à cet article. Ce membre du personnel n'est pas soumis à l'obligation de poser sa candidature visée au point 14°, alinéa 3. »

Art. 20. L'article 34quater, § 3, du même décret, introduit par le décret du 19 décembre 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« La Commission zonale d'affectation contrôle également le respect par les pouvoirs organisateur de l'article 34quinquies lorsqu'ils affectent les candidats bénéficiant de la priorité conférée par l'article 29quater, 1°bis et 1°ter. »

Art. 21. Dans la section 2 « Engagement à titre temporaire et personnel temporaire », il est inséré un article 34quinquies rédigé comme suit :

« Art. 34quinquies. — § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par « acte de violence » : toute atteinte physique et/ou psychologique commise avec une intention malveillante, toute agression à caractère racial, religieux ou sexiste contre un membre du personnel ainsi que toute détérioration aux biens de celui-ci commise soit par un élève, soit par un tiers sur instigation ou avec la complicité de celui-ci, soit par un membre de la famille de l'élève ou toute personne habitant sous le même toit, dans le cadre du service du membre du personnel ou en relation directe avec celui-ci, soit par tout autre personne n'appartenant pas au personnel de l'établissement pour autant qu'il soit démontré par la victime que l'acte de violence est en relation directe avec le service.

La priorité visée au § 3 n'est accordée au membre du personnel que pour autant qu'il ait déposé plainte auprès des autorités judiciaires.

Lorsque l'acte de violence a été commis à l'extérieur de l'établissement, la demande de priorité n'est prise en compte que pour autant que l'auteur de l'acte de violence ait pu être identifié.

§ 2. On entend par « membre du personnel victime d'un acte de violence », le membre du personnel définitif ou temporaire reconnu victime d'un accident de travail résultant de l'acte défini au § 1^{er} par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

§ 3. Le membre du personnel répondant aux conditions visées aux paragraphes précédents bénéficie d'une priorité pour l'attribution d'un emploi à titre temporaire, conformément, selon le cas, à l'article 29quater, 1^o bis; 1^o ter; 12^o; 14^o ou 15^o.

La demande d'un nouvel engagement à titre temporaire en application de l'article 29quater, 12^o, 14^o et 15^o, n'est prise en considération que si l'engagement à titre temporaire initial n'arrive pas à échéance avant l'écoulement d'un délai d'un mois à dater de l'introduction de la demande.

§ 4. Si le membre du personnel n'a pas été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif et sauf cas de force majeure dûment justifié, il introduit sa demande de priorité par recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à partir de la survenance des faits auprès de la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou de la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas vérifient que les conditions d'application du présent décret sont remplies, en s'entourant de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Dans le cas où le membre du personnel a été mis en incapacité temporaire par le service de santé administratif, il introduit la demande visée à l'alinéa précédent dans un délai d'un mois à partir de la reprise de l'exercice de ses fonctions à la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou à la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas. Dans le même délai, il envoie également par recommandé avec accusé de réception copie de cette demande à son pouvoir organisateur. La direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, vérifient que les conditions d'application du présent décret sont remplies en s'entourant de tout complément d'information qu'elles jugent utile.

Une copie de la plainte visée au § 1^{er} est annexée à la demande, de même qu'une copie de la reconnaissance de l'accident de travail par le service du Gouvernement visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail.

La demande visée au présent paragraphe précise si le membre du personnel est également candidat à un emploi au sein de l'entité ou du C.E.S. en ce qui concerne les membres du personnel engagés à titre temporaire; de l'entité, du C.E.S. ou de la zone d'affectation en ce qui concerne les membres du personnel engagés à titre définitif. En ce qui concerne les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la demande précise si le membre du personnel est également candidat à un emploi auprès de tout autre pouvoir organisateur du réseau d'enseignement libre de même caractère.

Dans le cas visé à l'alinéa précédent, le pouvoir organisateur transmet copie de la demande selon le cas au(x) président(s) de l'ORCE, de l'ORC.E.S. concerné(s) ou au(x) président(s) concerné(s) de la (des) Commission(s) zonale(s) d'affectation.

§ 5. Dans les huit jours ouvrables qui suivent la réception de la demande visée au § 4, la direction générale de l'Enseignement obligatoire ou la direction générale de l'Enseignement non obligatoire, selon le cas, rendent un avis au ministre fonctionnel. Une copie de cet avis est communiquée au pouvoir organisateur ainsi qu'au membre du personnel concerné.

La décision d'octroi de la priorité visée au présent article est prise par le ministre fonctionnel ou son délégué dans les huit jours ouvrables. Elle est notifiée immédiatement au pouvoir organisateur et au membre du personnel concerné.

§ 6. Le pouvoir organisateur peut engager à titre temporaire le membre du personnel répondant aux conditions posées par le présent article dans tout emploi définitivement vacant, vacant pour une période ininterrompue de quinze semaines ou vacant jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours qui est occupé par un membre du personnel qui accepte de faire une permutation avec lui.

Sans préjudice de l'article 29quater, le membre du personnel engagé à titre temporaire bénéficie de la priorité visée aux paragraphes précédents pour tout emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une période ininterrompue d'au moins quinze semaines ou temporairement vacant jusqu'à la fin de l'année scolaire, non encore attribué, respectivement au sein de son pouvoir organisateur, et à défaut, et s'il en a exprimé le souhait dans la demande visée au § 4, au sein de l'entité ou du C.E.S. dont relève son pouvoir organisateur ou, pour les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, au niveau du réseau d'enseignement libre de même caractère.

Le contrat conclu avec l'établissement d'accueil prend fin d'office à la date de fin prévue dans le contrat conclu avec l'établissement d'origine.

Toutefois, le pouvoir organisateur peut poursuivre l'engagement de ce membre du personnel jusqu'à la fin du remplacement en cours dans le cas d'un emploi temporairement vacant d'une durée ininterrompue de 15 semaines au moins, ou jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours dans le cas d'un emploi définitivement vacant.

Si le membre du personnel visé au présent paragraphe est engagé à titre temporaire par un autre pouvoir organisateur dans un emploi de la même fonction et s'il compte à ce moment 180 jours d'ancienneté de service auprès de son pouvoir organisateur d'origine, les services qu'il preste dans le nouveau pouvoir organisateur sont également

pris en compte dans le calcul de l'ancienneté de fonction auprès du pouvoir organisateur d'origine, à concurrence du nombre de jours qu'il restait à prester dans le cadre de la désignation initiale.

L'année scolaire qui suit celle au cours de laquelle il était dans les conditions pour bénéficier de la priorité prévue au présent paragraphe, le membre du personnel ne peut être à nouveau engagé à titre temporaire dans l'établissement où il a été victime de l'acte de violence, sauf s'il en fait la demande et à condition qu'il ait été reconnu incapable de poursuivre sa (ses) fonction(s) dans l'établissement dans lequel il a été victime d'un acte de violence par le service externe de prévention et de protection au travail visé à l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif aux services externes pour la prévention et la protection au travail.

§ 7. Le membre du personnel engagé à titre définitif répondant aux conditions posées par le présent article peut être engagé à titre définitif dans tout emploi définitivement vacant occupé par un membre du personnel qui accepte de faire une permutation avec lui.

A défaut, sans préjudice de l'article 29*quater*, le membre du personnel définitif bénéficie de la priorité visée aux paragraphes précédents pour tout emploi définitivement vacant ou temporairement vacant pour une durée ininterrompue de 15 semaines au moins qui n'est pas ou ne peut-être attribué à un membre du personnel comptant une ancienneté de service de 2160 jours au sein du pouvoir organisateur :

— dans tout établissement relevant de son pouvoir organisateur;

— à défaut et s'il en a exprimé le souhait dans la demande visée au § 4, dans tout établissement appartenant à la même entité dans l'enseignement fondamental, au même C.E.S. dans l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance, au réseau d'enseignement libre de même caractère dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

— à défaut, et s'il en a exprimé le souhait dans la demande visée au § 4, dans tout établissement appartenant à la même zone d'affectation ou à une autre zone d'affectation dans l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire de plein exercice et en alternance.

Toutefois, aucune affectation prioritaire ne sera effectuée au delà de la date du 15 mai. »

§ 8. Durant la période de congé rémunéré dont bénéficie le membre du personnel visé par le présent article en incapacité de travail consécutive à l'acte de violence, celui-ci est réputé rendre des services effectifs. Sa prise en compte dans l'ancienneté de service est toutefois limitée à la durée de la désignation initiale. »

Art. 22. L'article 62 du même décret, modifié par le décret du 19 décembre 2002, est complété par un point 11°, rédigé comme suit :

« 11° pendant la durée du contrat par lequel le membre du personnel temporaire est engagé, le cas échéant par un autre pouvoir organisateur, par application de la priorité conférée par les articles 29*quater*, 1°*bis*, 1°*ter* et 34*quinquies*. »

Art. 23. A l'article 71*quater* du même décret, inséré par le décret du 19 décembre 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 2° est complété par un *littera e*) rédigé comme suit : « e) par application de la priorité visée à l'article 29*quater*, 1°*bis*, 1°*ter* et 34*quinquies*, § 7 »;

2° il est inséré un point 7°*bis* rédigé comme suit :

« 7°*bis* à la date prévue dans le contrat conclu avec l'établissement d'origine en cas d'application de l'article 34*quinquies*, § 6, sauf en cas de poursuite de l'engagement prévue à l'article 34*quinquies*, § 7. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés*

Art. 24. A l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit et artistique libres subventionnés sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un paragraphe 1°*bis*, rédigé comme suit : « § 1°*bis*. Ne doivent pas être déclarés à l'ORC.E.S. les emplois occupés par les membres du personnel qui comptabilisent plus de 2 160 jours d'ancienneté de service auprès de leur pouvoir organisateur »;

2° il est inséré un paragraphe 2*bis*, rédigé comme suit : « § 2*bis*. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VII, ni à l'ORC.E.S. les emplois occupés par les membres du personnel qui bénéficient d'une des priorités visées à l'article 29*quater*, 1°*bis*, 1°*ter* et 2°, du décret du 1^{er} février 1993 précité »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « de l'article 29*quater*, 2° » sont remplacés par les termes « de l'article 29*quater*, 1°*bis*, 1°*ter* et 2° »;

4° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 29*quater*, 1°*bis*, du décret du 1^{er} février 1993 précité a priorité respectivement sur la reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 29*quater*, 2°, et sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa 1^{er}. »

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial*

Art. 25. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial sont apportées les modifications suivantes :

1° il est inséré un § 1°*bis*, rédigé comme suit :

« § 1°*bis*. Ne doivent pas être déclarés à l'ORCE les emplois occupés par les membres du personnel qui comptabilisent plus de 2 160 jours d'ancienneté de service auprès de leur pouvoir organisateur. »;

2° il est inséré un paragraphe *2bis* rédigé comme suit :

« § *2bis*. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VI, ni à l'ORCE les emplois occupés par les membres du personnel qui bénéficient d'une des priorités visées à l'article 29*quater*, 1°*bis*, 1°*ter* et 2°, du décret du 1^{er} février 1993 précité. »;

3° au § 3, alinéa 1^{er}, les termes « de l'article 29*quater*, 2° » sont remplacés par les termes « de l'article 29*quater*, 1°*bis*, 1°*ter* et 2° »;

4° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 29*quater*, 1°*bis*, du décret du 1^{er} février 1993 précité a priorité respectivement sur la reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 29*quater*, 2°, et sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa 1^{er}. »

CHAPITRE IV. — Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné

Art. 26. L'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement de promotion sociale libre subventionné est complété par un § 3 et un paragraphe 4 rédigés comme suit : « § 3. Ne doivent pas être déclarés aux Commissions de réaffectation visées au chapitre VII les emplois occupés par les membres du personnel qui bénéficient d'une des priorités visées à l'article 29*quater*, 1°*bis* et 1°*ter*, du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Les opérations de réaffectation et de remise au travail effectuées par les Commissions zonales et centrale de réaffectation, à l'exception de leur reconduction, ne peuvent conduire à priver un membre du personnel de l'emploi obtenu en application de l'article 29*quater*, 1°*bis* et 1°*ter*, du décret du 1^{er} février 1993 précité.

La reconduction de l'affectation prioritaire visée à l'article 29*quater*, 1°*bis* du décret du 1^{er} février 1993 précité a priorité sur la reconduction de la réaffectation ou de la remise au travail visée à l'alinéa précédent. »

TITRE IV. — DISPOSITION FINALE

Art. 27. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et de sLetres et de l'Audiovisuel,
D. DUCARME

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

1) *Session 2002-2003*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 427-1. — Amendements de commission, n° 427-2. — Rapport, n° 427-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 15 juillet 2003.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3392

[C — 2003/29436]

17 JULI 2003. — Decreet ter verlening van voorrang aan een personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest, en ter invoering van de preventieve schorsing van tijdelijk aangestelde personeelsleden en de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst in de onderwijsnetten van de Franse Gemeenschap en de gesubsidieerde onderwijsnetten (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — PERSONEELSLEDEN VAN HET ONDERWIJS, GEORGANISEERD DOOR DE FRANSE GEMEENSCHAP

Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en sociale promotie-onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

HOOFDSTUK I. — *Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst*

Artikel 1. In artikel 164 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en sociale promotie-onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd door de decreten van 24 juni 1996 en van 17 juli 1998, wordt littera *b*) weer ingevoerd in volgende bewoordingen :

« *b*) wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst ».

Art. 2. In afdeling 4 « Terbeschikkingstelling » van hetzelfde besluit waarvan artikel 164 zoals gewijzigd de eerste onderafdeling « Algemene bepaling » vormt en de artikelen 165 tot 167ter onderafdeling 2 « Terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking » vormen, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd die als volgt luidt :

« Onderafdeling 3. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs

Art. 167^{quater}. – § 1. Het vastbenoemd personeelslid kan ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs door de in functie zijnde minister ingevolge een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, geformuleerd overeenkomstig de modaliteiten, vastgelegd door de Regering. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs mag een termijn van zes maanden, in een of meerdere periodes, op de volledige loopbaan van het personeelslid niet overschrijden.

De Regering kan echter afwijken van de beperking, bedoeld in lid 1 ten einde de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, in de loop van het schooljaar uitgesproken tegen een personeelslid, tot het einde van het lopende schooljaar te verlengen.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs ontvangt het personeelslid een wachtwedde die gelijk is aan 75 % van zijn laatste activiteitswedde. Een personeelslid kan niet ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs wanneer de feiten waarvoor deze maatregel is voorzien, het onderwerp kunnen uitmaken van een tuchtstraf of een procedure ter vaststelling van onverenigbaarheid of wanneer het personeelslid om deze feiten strafrechtelijk wordt vervolgd.

§ 2. Voorafgaand aan het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moet het personeelslid uitgenodigd worden om, naar het geval, door het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of door het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen waarom wordt overwogen om over te gaan tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs moeten minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht van het personeelslid, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger, gekozen onder de personeelsleden, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd, van inrichtingen van de Franse Gemeenschap of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het wettig opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger echter omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig lid 1 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de procedure geldig voortgezet.

Het personeelslid ten laste van wie een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs werd geformuleerd, kan binnen tien dagen na de kennisgeving van het voorstel, beroep aantekenen bij de raad van beroep.

De raad van beroep spreekt zich uit binnen een termijn van maximum een maand.

De raad van beroep bezorgt met betrekking tot het voorstel een met redenen omkleed advies aan de in functie zijnde minister die een beslissing neemt binnen een termijn van maximum twee weken. Deze beslissing wordt uiterlijk bij het verstrijken van de beslissingstermijn kenbaar gemaakt en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan het betrokken personeelslid.

§ 3. Wanneer het personeelslid binnen de in § 2 voorgeschreven termijn geen beroep bij de raad van beroep heeft aangetekend, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs na het verstrijken van de vermelde termijn aan de in functie zijnde minister doorgegeven. Deze laatste neemt een beslissing binnen een termijn van maximum twee weken. Deze beslissing wordt uiterlijk bij het verstrijken van de beslissingstermijn kenbaar gemaakt en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan het betrokken personeelslid. »

HOOFDSTUK II. — *Preventieve schorsing*

Art. 3. In artikel 157bis, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3 worden de woorden « representatieve vakorganisatie » vervangen door « erkende vakorganisatie »;

2° in lid 4 worden de woorden « niet werden gehoord » vervangen door de woorden « niet op de hoorzitting verschenen zonder omstandigheden van overmacht te kunnen inroepen ten einde hun afwezigheid tijdens de hoorzitting te rechtvaardigen »;

3° tussen lid 4, zoals gewijzigd, en lid 5 dat lid 7 wordt, worden twee leden ingevoegd die als volgt luiden :

« Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde zijn afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig lid 2 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de beslissing binnen tien werkdagen na de datum waarop de hoorzitting was voorzien, bij een ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van het personeelslid. »

Art. 4. In hoofdstuk IXbis « Preventieve schorsing : administratieve maatregel » van hetzelfde besluit, waarvan de artikelen 157bis, zoals gewijzigd, tot *quinquies* afdeling 1 « Preventieve schorsing van vastbenoemd personeel » vormen, wordt een afdeling 2 « Preventieve schorsing van tijdelijk aangesteld personeel » ingevoegd die als volgt luidt :

« Afdeling 2 — Preventieve schorsing van tijdelijk aangesteld personeel

Art. 157sexies. — § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing worden ingesteld tegen een tijdelijk aangesteld personeelslid :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de regering het, bij een ter post aangetekend schrijven, de vaststelling van onverenigbaarheid ter kennis brengt overeenkomstig de artikelen 57 tot 65.

§ 2. De bij onderhavige afdeling geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

De preventieve schorsing wordt uitgesproken door de Regering en met redenen omkleed. Ze is bedoeld om het personeelslid van zijn ambt uit te sluiten.

Tijdens de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 3. Voor een maatregel tot preventieve schorsing wordt genomen, moet het personeelslid worden uitgenodigd om door de Regering te worden gehoord.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen ter rechtvaardiging van de preventieve schorsing worden ten minste drie werkdagen voor de hoorzitting ter kennis gebracht van het personeelslid, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst waardoor de preventieve schorsing ingaat drie dagen na de verzenddatum, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst waardoor de preventieve schorsing ingaat op de datum, vermeld op het bewijs van ontvangst.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie, door een advocaat of een verdediger, gekozen onder de personeelsleden van inrichtingen van de Franse Gemeenschap, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd.

De beslissing wordt binnen tien werkdagen na de datum, voorzien voor de hoorzitting, aan het personeelslid meegedeeld bij een ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen zonder omstandigheden van overmacht te kunnen invoeren ten einde hun afwezigheid tijdens de hoorzitting te rechtvaardigen.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig lid 2 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de beslissing binnen tien werkdagen na de datum, voorzien voor de hoorzitting, bij een ter post aangetekend schrijven aan het personeelslid meegedeeld.

Wanneer de beslissing tot de preventieve schorsing van het personeelslid leidt, gaat deze in op de derde werkdag na de verzenddatum.

§ 4. In afwijking van § 3, lid 1, kan het personeelslid op staande voet uit zijn ambt worden ontheven in geval van op heterdaad vastgestelde zware fout of wanneer de grieven die het worden verweten van een zodanig ernstige aard zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het personeelslid niet meer in de school aanwezig is.

De procedure voor preventieve schorsing moet overeenkomstig de bepalingen van onderhavig artikel worden ingesteld binnen tien werkdagen na de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke uitsluiting werd genomen. Bij ontstentenis wordt de maatregel tot onmiddellijke uitsluiting na de voorgeschreven termijn opgeheven en kan het personeelslid niet opnieuw wegens dezelfde zware fout of dezelfde grieven worden uitgesloten tenzij de procedure voor preventieve schorsing, zoals met name voorzien in § 3 van onderhavig artikel, wordt gevolgd.

De maatregel tot onmiddellijke uitsluiting wordt uitgesproken door de Regering.

Het personeelslid dat op staande voet werd uitgesloten behoudt de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 5. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 157nonies mag de duur van de preventieve schorsing in het kader van de vaststelling van onverenigbaarheid niet langer zijn dan zes maanden; in het kader van strafrechtelijke vervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet tot zes maanden beperkt.

Art. 157septies. – Ieder preventief geschorst personeelslid behoudt het recht op zijn wedde.

In afwijking van lid 1 wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid, dat :

1° in het kader van strafrechtelijke vervolgingen wordt verdacht of beklaagd;

2° niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder zou bedragen dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Deze weddevermindering gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of op de dag na de uitspraak van de niet definitieve veroordeling.

Art. 157octies. – Op het einde van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken, uitgezonderd wanneer :

1° artikel 168, 2°, b), of 7° wordt toegepast;

2° tegen het personeelslid een definitieve strafrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken.

Als de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken wordt in toepassing van lid 1, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat in het begin werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend tegen de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing heeft ontvangen.

Art. 157*nonies*. – De procedure voor preventieve schorsing alsook de maatregelen, genomen tegen een tijdelijk aangesteld personeelslid in toepassing van onderhavige afdeling, nemen van rechtswege een einde op de dag waarop de aanstelling een einde neemt en uiterlijk op 30 juni van het lopende schooljaar behalve voor de prioritaire tijdelijken bedoeld in artikel 46, § 1.

Als het personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling de hoedanigheid van vastbenoemde verwerft, zijn de bepalingen van afdeling één van onderhavig hoofdstuk op hem van toepassing. »

HOOFDSTUK III. — Voorrang, verleend aan personeelsleden die het slachtoffer van een gewelddaad waren

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt hoofdstuk III*bis* ingevoegd, dat als volgt luidt :

« Hoofdstuk III*bis*. – Personeelsleden die het slachtoffer van een gewelddaad waren

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 51*bis*. – Voor de toepassing van hoofdstuk III*bis* dient onder gewelddaad te worden verstaan : elke lichamelijke en/of psychologische aanslag, uitgevoerd met kwaadwillige bedoeling, elke vorm van agressie van raciale, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook iedere vernieling van goederen van laatstgenoemde, begaan hetzij door een leerling, hetzij door een derde op instigatie of met medeplichtigheid van deze, hetzij door een familielid van de leerling of iedere andere onder hetzelfde dak wonende persoon, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband ermee, hetzij door iedere andere persoon die niet tot het personeel van de inrichting behoort voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad rechtstreeks verband houdt met de dienst.

Onder « personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest » dient te worden verstaan : het vastbenoemde, prioritair tijdelijk of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt erkend als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad, bepaald in lid 1.

Artikel 51*quater* tot *octies* is niet van toepassing voor zover het slachtoffer klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Als de gewelddaad buiten de inrichting werd begaan, wordt het verzoek tot voorrang alleen in overweging genomen voor zover de dader van de gewelddaad werd geïdentificeerd.

Art. 51*ter*. – § 1. Het personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad waren, geniet van het stelsel, bepaald in afdeling 2 als het een niet gerangschikte tijdelijk betreft, in afdeling 3 als het een tijdelijke betreft gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vastlegging van de regels volgens dewelke de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in een staatsinstelling voor onderwijs, in afdeling 4 als het een tijdelijke betreft gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit, in afdeling 5 als het om een prioritair tijdelijke gaat en in afdeling 6 wanneer het een vastbenoemde betreft.

§ 2. In geval dat het personeelslid bedoeld in § 1 door de administratieve gezondheidsdienst niet tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden en behoudens behoorlijk gerechtvaardigde overmacht, dient het personeelslid bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst binnen een termijn van een maand na de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, een verzoek in om van het stelsel, bepaald in afdeling 2 tot 5, te kunnen genieten bij, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs die nagaan of aan de voorwaarden van onderhavig decreet is voldaan.

Binnen diezelfde termijn stuurt het personeelslid eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een kopie van dit verzoek aan zijn instellingshoofd.

In geval dat het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsonbekwaam werd bevonden, dient het personeelslid het verzoek bedoeld in lid 1 in binnen een termijn van een maand nadat hij zijn ambt weer heeft opgenomen.

Het verzoek vermeldt aan welke zones het personeelslid de voorkeur geeft om er zijn ambt uit te oefenen. Een kopie van de klacht bedoeld in § 1 wordt bijgevoegd alsook een kopie van de erkenning van het arbeidsongeval door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

§ 3. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, brengt binnen acht werkdagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in § 2 advies uit aan de in functie zijnde minister. Een kopie van dit advies wordt aan het instellingshoofd alsook aan het betrokken personeelslid bezorgd.

De in functie zijnde minister neemt binnen acht werkdagen de beslissing dat van het stelsel kan worden genoten. Deze beslissing wordt onmiddellijk aan het instellingshoofd en aan het betrokken personeelslid meegedeeld.

Afdeling 2. — Recht op een nieuwe aanstelling van niet gerangschikte tijdelijk aangestelden

Art. 51*quater*. – § 1. Het niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, kan om een aanstelling in een andere instelling verzoeken overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in afdeling één.

Het verzoek om een nieuwe aanstelling wordt alleen in overweging genomen als de oorspronkelijke aanstelling geen einde neemt voor een termijn van een maand na het indienen van het verzoek is verstreken.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in onderhavig artikel mag niet korter zijn dan de resterende duur van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling, behoudens wanneer het betrokken personeelslid ermee instemt. Een aanstelling met een kortere duur dan die van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling kan niettemin aan het slachtoffer van een gewelddaad worden opgelegd op voorwaarde dat deze betrekking beschikbaar is voor een termijn van ten minste vijftien weken en dat het personeelslid aan wie deze aanstelling wordt opgelegd, geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De in functie zijnde minister stelt het niet gerangschikte personeelslid, bedoeld in onderhavig artikel, aan

a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt waarvoor er geen gerangschikte kandidaat is of

b) in iedere betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk aangesteld personeelslid dat vrijwillig aanvaardt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Littera b) geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het niet gerangschikt personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geen nieuwe aanstelling kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de in functie zijnde minister het personeelslid aan in een betrekking van hetzelfde ambt dat reeds door een niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid wordt bekleed aan wie hij oplegt om met het slachtoffer van een gewelddaad van post te ruilen.

Voorgaand lid geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. Tijdens de periode van bezoldigd verlof waarvan het personeelslid dat slachtoffer van een gewelddaad is geweest en ten gevolge hiervan arbeidsonbekwaam is bevonden, geniet, wordt dit personeelslid geacht om effectief in dienst te zijn. Met betrekking tot de dienstanciënniteit wordt deze evenwel beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid slachtoffer van een gewelddaad is geweest, kan het tijdelijk aangesteld personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer van deze daad is geweest, behoudens akkoord zijnerzijds en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar hij slachtoffer van een gewelddaad is geweest, verder uit te oefenen.

§ 6. In afwijking van artikel 31, 9°, kan de niet gerangschikte tijdelijk aangestelde die een geldige kandidatuur voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke voor het volgende schooljaar heeft ingediend, de door hem gekozen inrichtingen na de termijn, meegedeeld in de oproep aan de kandidaten, wijzigen op voorwaarde dat het door een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen. Dit verzoek wordt niettemin alleen in overweging genomen als het voor 15 mei bij de in functie zijnde minister toekomt.

Afdeling 3. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijk aangestelden,
gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969.

Art. 51 *quinquies*. – § 1. Het tijdelijk aangesteld personeelslid, gerangschikt in de tweede groep, bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969, dat het slachtoffer van een gewelddaad was, kan om een aanstelling in een andere inrichting verzoeken overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in afdeling één.

Het verzoek om een nieuwe aanstelling wordt alleen in overweging genomen als de oorspronkelijke aanstelling geen einde neemt voor een termijn van een maand na het indienen van het verzoek is verstreken.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in onderhavig artikel mag niet korter zijn dan de resterende duur van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling, behoudens wanneer het betrokken personeelslid ermee instemt. Een aanstelling met een kortere duur dan die van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling kan niettemin aan het slachtoffer van een gewelddaad worden opgelegd op voorwaarde dat deze betrekking beschikbaar is voor een termijn van ten minste vijftien weken en dat het personeelslid aan wie deze aanstelling wordt opgelegd, geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De in functie zijnde minister stelt het tijdelijk aangestelde personeelslid, bedoeld in onderhavige afdeling, aan
a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, toebehorend aan de inrichting van de zone(s), vermeld in de kandidaatstelling bedoeld in artikel 23 waarbij rekening wordt gehouden met de voorkeuren wat de zone betreft of

b) in de betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk aangesteld personeelslid dat aanvaardt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Littera b) geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het tijdelijk aangesteld personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geen nieuwe aanstelling kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de in functie zijnde minister het personeelslid aan in een betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door

1° een niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid aan wie hij oplegt om met het slachtoffer van een gewelddaad van post te ruilen;

2° bij ontstentenis, een tijdelijk aangesteld personeelslid, gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969, aan wie hij oplegt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Voorgaand lid geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. Tijdens de periode van bezoldigd verlof waarvan het personeelslid dat slachtoffer van een gewelddaad is geweest en ten gevolge hiervan arbeidsonbekwaam is bevonden, geniet, wordt dit personeelslid geacht om effectief in dienst te zijn. Met betrekking tot de dienstanciënniteit wordt deze evenwel beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Op voorwaarde dat het tijdelijk aangesteld personeelslid door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen, kan het tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid slachtoffer van een gewelddaad is geweest, niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar het personeelslid het slachtoffer van deze daad was, behoudens akkoord zijnerzijds. Dit verzoek wordt niettemin alleen in overweging genomen als het voor 15 mei bij de in functie zijnde minister toekomt.

§ 6. In afwijking van artikel 18, 8° kan de gerangschikte tijdelijk aangestelde die een geldige kandidatuur voor een aanstelling als tijdelijk aangestelde voor het volgende schooljaar heeft ingediend, de door hem gekozen inrichtingen na de termijn, meegedeeld in de oproep aan de kandidaten, wijzigen op voorwaarde dat het door een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen.

In afwijking van artikel 31, 9° kan de gerangschikte tijdelijk aangestelde die een geldige kandidatuur voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke voor het volgende schooljaar heeft ingediend, de door hem gekozen inrichtingen na de termijn, meegedeeld in de oproep aan de kandidaten, wijzigen op voorwaarde dat het door een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen. Dit verzoek wordt niettemin alleen in overweging genomen als het voor 15 mei bij de in functie zijnde minister toekomt.

Afdeling 4. — Recht op een nieuwe aanstelling van tijdelijk aangestelden, gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969.

Art. 51*sexies*. — § 1. Het tijdelijk aangesteld personeelslid, gerangschikt in de eerste groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969, dat het slachtoffer van een gewelddaad was, kan om een aanstelling in een andere inrichting verzoeken overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in afdeling één.

Het verzoek om een nieuwe aanstelling wordt alleen in overweging genomen als de oorspronkelijke aanstelling geen einde neemt voor een termijn van een maand na het indienen van het verzoek is verstreken.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in onderhavig artikel mag niet korter zijn dan de resterende duur van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling, behoudens wanneer het betrokken personeelslid ermee instemt. Een aanstelling met een kortere duur dan die van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling kan niettemin aan het slachtoffer van een gewelddaad worden opgelegd op voorwaarde dat deze betrekking beschikbaar is voor een termijn van ten minste vijftien weken en dat het personeelslid aan wie deze aanstelling wordt opgelegd, geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De in functie zijnde minister stelt het tijdelijk aangestelde personeelslid, bedoeld in onderhavige afdeling, aan

a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, toebehorend aan de inrichting van de zone(s), vermeld in de kandidaatstelling bedoeld in artikel 23,
of

b) in de betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk aangesteld personeelslid dat aanvaardt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Littera b) geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het tijdelijk aangesteld personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geen nieuwe aanstelling kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de in functie zijnde minister het personeelslid aan in een betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door

1° een niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid aan wie hij oplegt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen;

2° bij ontstentenis, een tijdelijk aangesteld personeelslid, gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969, aan wie hij oplegt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Voorgaand lid geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. Tijdens de periode van bezoldigd verlof waarvan het personeelslid dat slachtoffer van een gewelddaad was en ten gevolge hiervan arbeidsonbekwaam is bevonden, geniet, wordt dit personeelslid geacht om effectief in dienst te zijn. Met betrekking tot de dienstanciënniteit wordt deze evenwel beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 5. Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid slachtoffer van een gewelddaad was, kan het tijdelijk aangesteld personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer van deze daad was, behoudens akkoord van zijnerzijds en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen.

§ 6. In afwijking van artikel 18, 8° kan de tijdelijk aangestelde die een geldige kandidatuur voor een aanstelling als tijdelijk aangestelde voor het volgende schooljaar heeft ingediend, de door hem gekozen inrichtingen na de termijn, meegedeeld in de oproep aan de kandidaten, wijzigen op voorwaarde dat het door een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen.

In afwijking van artikel 31, 9° kan de gerangschikte tijdelijk aangestelde die een geldige kandidatuur voor een aanstelling als prioritaire tijdelijke voor het volgende schooljaar heeft ingediend, de door hem gekozen inrichtingen na de termijn, meegedeeld in de oproep aan de kandidaten, wijzigen op voorwaarde dat het door een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen. Dit verzoek wordt niettemin alleen in overweging genomen als het voor 15 mei bij de in functie zijnde minister toekomt.

Afdeling 5. — Recht op wijziging van gelegenheidsaffectatie van personeelsleden, aangesteld als prioritaire tijdelijke

Art. 51*septies*. — § 1. Het personeelslid, aangesteld als prioritaire tijdelijke, kan een verzoek tot gelegenheidsaffectatiewijziging in een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone indienen overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in afdeling één en tot uiterlijk het einde van het lopende schooljaar.

Het verzoek bedoeld in artikel 51*ter*, § 2 vermeldt in welke affectatiezone(s) het personeelslid van een gelegenheidsaffectatiewijziging wenst te genieten alsook de inrichtingen waarin het wenst te worden geaffecteerd. Het personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geeft bovendien aan als het aanvaardt om in een niet vacante betrekking te worden aangesteld.

Het verzoek bedoeld in voorgaande leden kan op ieder ogenblik tijdens het jaar worden ingediend; gelijktijdig wordt een kopie van dit verzoek aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie(s) en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie bezorgd.

De zonale affectatiecommissie(s) en, in voorkomend geval, de interzonale affectatiecommissie stel(len)t aan de Regering de gelegenheidsaffectatiewijzigingen voor die zij met inachtneming van § 2 het meest gepast acht(en).

§ 2. De in functie zijnde minister kent een gelegenheidsaffectatiewijziging toe aan het personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling

a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1;

of

b) in een betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk aangesteld personeelslid dat aanvaardt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1.

Littera *b*) geldt niet voor de gelegenheidsaffectatiewijzigingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het prioritair tijdelijk aangesteld personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geen gelegenheidsaffectatiewijziging kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, kent de in functie zijnde minister deze gelegenheidsaffectatiewijziging toe in iedere betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door

1° een niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid aan wie hij oplegt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1;

2° bij ontstentenis, een tijdelijk aangesteld personeelslid, gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969, aan wie hij oplegt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1.

Voorgaand lid geldt niet voor de gelegenheidsaffectatiewijzigingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. De in functie zijnde minister bezorgt aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie een kopie van de akte van gelegenheidsaffectatiewijziging.

In het geval dat het personeelslid een gelegenheidsaffectatiewijziging bekomt in een inrichting, toebehorend aan een andere zone dan de zone van de inrichting waar het personeelslid het slachtoffer van een gewelddaad was, bezorgt de in functie zijnde minister eveneens een kopie van de akte van gelegenheidsaffectatiewijziging aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

§ 5. In afwijking van artikel 33, lid 3, en van artikel 46, § 2 kan de prioritaire tijdelijke een verzoek tot gelegenheidsaffectatiewijziging indienen voor het volgende schooljaar of de door hem gekozen inrichtingen na de vastgestelde datum wijzigen op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen. Dit verzoek wordt niettemin alleen in overweging genomen als het voor 15 mei bij de in functie zijnde minister toekomt.

Afdeling 6. — Recht op wijziging van gelegenheidsaffectatie van vastbenoemde personeelsleden

Art. 51*octies*. — § 1. Het vastbenoemd personeelslid kan een verzoek tot gelegenheidsaffectatiewijziging in een andere inrichting in dezelfde zone of in een andere zone indienen overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in afdeling één.

Het verzoek bedoeld in artikel 51*ter*, § 2 vermeldt in welke affectatiezone(s) het personeelslid van een gelegenheidsaffectatiewijziging wenst te genieten alsook de inrichtingen waarin het wenst te worden geaffecteerd.

Het verzoek bedoeld in voorgaande leden kan onverminderd § 2, laatste lid, op ieder ogenblik tijdens het jaar worden ingediend; gelijktijdig wordt een kopie van dit verzoek aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie(s) en, in voorkomend geval, aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie bezorgd.

De zonale affectatiecommissie(s) en, in voorkomend geval, de interzonale affectatiecommissie stel(ler)en aan de Regering de gelegenheidsaffectatiewijzigingen voor die zij met inachtneming van § 2 het meest gepast acht(en).

§ 2. De in functie zijnde minister kent een gelegenheidsaffectatiewijziging toe aan het personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling

a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt, voor een ononderbroken duur van ten minste vijftien weken of tot het einde van het lopende schooljaar, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1;

of

b) in een betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een tijdelijk aangesteld personeelslid dat aanvaardt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1.

Littera *b*) geldt niet voor de gelegenheidsaffectatiewijzigingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het vastbenoemd personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geen gelegenheidsaffectatiewijziging kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, kent de in functie zijnde minister deze gelegenheidsaffectatiewijziging toe in iedere betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door

1° een niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid aan wie hij oplegt om van post te ruilen, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1;

2° bij ontstentenis, een tijdelijk aangesteld personeelslid, gerangschikt in de tweede groep bedoeld in artikel 2 van voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1969, aan wie hij oplegt om van post te ruilen, daarbij rekening houdend met de voorkeuren wat de zone betreft, opgegeven in het verzoek bedoeld in § 1.

Voorgaand lid geldt niet voor de gelegenheidsaffectatiewijzigingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. De in functie zijnde minister bezorgt aan de voorzitter van de betrokken zonale affectatiecommissie een kopie van de akte van gelegenheidsaffectatiewijziging.

In het geval dat het personeelslid een gelegenheidsaffectatiewijziging bekomt in een inrichting, toebehorend aan een andere zone dan de zone van de inrichting waar het personeelslid het slachtoffer van een gewelddaad was, bezorgt de in functie zijnde minister eveneens een kopie van de akte van gelegenheidsaffectatiewijziging aan de voorzitter van de interzonale affectatiecommissie.

§ 5. In afwijking van artikel 48, § 2 en § 3 kan het personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad was, na 31 januari van het lopende schooljaar tijdens hetwelk het het slachtoffer was, een verzoek tot affectatiewijziging indienen voor het volgende schooljaar of de reeds door hem gekozen inrichtingen wijzigen op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen. Dit verzoek wordt niettemin alleen in overweging genomen als het voor 15 mei bij de voorzitter van de zonale of interzonale affectatiecommissie toekomt. »

TITEL II. — PERSONEELSLEDEN VAN HET OFFICIEEL GESUBSIDIEERD ONDERWIJS

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen aan het decreet van 6 juni 1994*

tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs

Afdeling 1. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst

Art. 6. In het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, wordt hoofdstuk XI, opgeheven door het decreet van 17 juli 1998, hersteld in de volgende vorm :

« Hoofdstuk XI. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs

Art. 81. — Het vastbenoemd personeelslid kan ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs door de inrichtende macht ingevolge een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, geformuleerd overeenkomstig de modaliteiten, vastgelegd door de Regering. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs mag een termijn van zes maanden, in een of meerdere periodes, op de volledige loopbaan van het personeelslid niet overschrijden.

Van de beperking bedoeld in lid 1 kan echter worden afgeweken ten einde de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, in de loop van het schooljaar uitgesproken tegen een personeelslid, tot het einde van het lopende schooljaar te verlengen.

Het verzoek tot afwijking wordt ter goedkeuring door de inrichtende macht aan de Regering voorgelegd.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs ontvangt het personeelslid een wachtwedde die gelijk is aan 75 % van zijn laatste activiteitswedde.

Een inrichtende macht kan een personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs wanneer de feiten waarvoor deze maatregel is voorzien, het onderwerp kunnen uitmaken van een tuchtstraf of een procedure ter vaststelling van onverenigbaarheid of wanneer het personeelslid om deze feiten strafrechtelijk wordt vervolgd.

Art. 82. — Voorafgaand aan het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moet het personeelslid uitgenodigd worden om door de inrichtende macht te worden gehoord.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen waarom de inrichtende macht overweegt om het personeelslid ter beschikking te stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moeten minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht van het personeelslid, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger, gekozen onder de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het wettig opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger echter omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig voorgaande leden voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de procedure geldig voortgezet.

Art. 83. — § 1. De inrichtende macht brengt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs ter kennis van het personeelslid die binnen tien dagen na de kennisgeving van dit voorstel beroep kan aantekenen bij de bevoegde raad van beroep.

Het personeelslid dat beroep aantekent, stelt de inrichtende macht daarvan onmiddellijk in kennis door voorlegging van een kopie.

De raad van beroep spreekt zich uit binnen een termijn van maximum een maand na ontvangst van het beroep.

De raad van beroep bezorgt een met redenen omkleed advies aan, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs.

Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, bezorgen binnen een termijn van maximum twee weken na ontvangst van het advies van de raad van beroep een advies aan de in functie zijnde minister. Met het oog hierop beroepen zij zich op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Een kopie van het advies bedoeld in voorgaande paragrafen wordt overgemaakt aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid.

De in functie zijnde minister staat het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs toe of wijst het af binnen een termijn van maximum twee weken. Deze beslissing wordt uiterlijk bij het verstrijken van de beslissingstermijn kenbaar gemaakt en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan het betrokken personeelslid.

Ingeval het voorstel wordt afgewezen, kan de inrichtende macht het personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

Ingeval het voorstel wordt toegestaan, kan de inrichtende macht het personeelslid ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

§ 2. Wanneer het personeelslid binnen de in § 1 voorgeschreven termijn geen beroep bij de raad van beroep heeft aangetekend, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs na het verstrijken van de vermelde termijn, naar het geval, aan het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs doorgegeven.

Het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs tegen hetwelk geen beroep werd aangetekend, kan door de inrichtende macht op haar risico worden uitgevoerd.

Naar het geval, brengt het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs een advies uit binnen een termijn van maximum twee weken na ontvangst van het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs. Met het oog hierop beroepen zij zich op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Een kopie van het advies bedoeld in voorgaand lid wordt overgemaakt aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid.

De in functie zijnde minister staat het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs toe of wijst het af binnen een termijn van maximum twee weken. Deze beslissing wordt uiterlijk bij het verstrijken van de beslissingstermijn kenbaar gemaakt en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan het betrokken personeelslid.

In geval het voorstel wordt afgewezen, kan de inrichtende macht het personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

Ingeval het voorstel wordt toegestaan, kan de inrichtende macht het personeelslid ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

Afdeling 2. — Preventieve schorsing

Art. 7. Aan artikel 60, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4 worden de woorden « niet werden gehoord » vervangen door de woorden « niet op de hoorzitting verschenen zonder omstandigheden van overmacht te kunnen inroepen ten einde hun afwezigheid tijdens de hoorzitting te rechtvaardigen »;

2° tussen lid 4, zoals gewijzigd, en lid 5 dat lid 7 wordt, worden twee leden ingevoegd die luiden als volgt :

« Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig lid 2 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de beslissing binnen drie werkdagen na de datum waarop de hoorzitting was voorzien, bij een ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van het personeelslid. »

Art. 8. In hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet, waarvan het huidige artikel 63*bis* dat artikel 59*bis* wordt, afdeling 1 « Algemene bepalingen » vormt en waarvan het huidige artikel 60, zoals gewijzigd, tot 63 afdeling 2 « Preventieve schorsing van vastbenoemde personeelsleden » vormen, wordt een afdeling 3 « Preventieve schorsing van tijdelijk aangesteld personeel » ingevoegd die als volgt luidt :

« Afdeling 3 — Preventieve schorsing van tijdelijk aangesteld personeel

Art. 63*bis*. — § 1. De preventieve schorsing, geregeld in onderhavige afdeling, is een louter administratieve maatregel, geen straf.

De preventieve schorsing wordt uitgesproken door de inrichtende macht en met redenen omkleed. Ze is bedoeld om het tijdelijk aangesteld personeelslid van zijn ambt uit te sluiten.

Tijdens de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand van dienstactiviteit.

Art. 63*ter*. — § 1. Als het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing worden ingesteld tegen een tijdelijk aangesteld personeelslid of een personeelslid in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de inrichtende macht hem, bij een ter post aangetekend schrijven, de vaststelling van onverenigbaarheid ter kennis brengt overeenkomstig artikel 15 tot 17.

§ 2. Voor een maatregel tot preventieve schorsing wordt genomen, moet het personeelslid worden uitgenodigd om door de inrichtende macht te worden gehoord.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen ter rechtvaardiging van de preventieve schorsing worden ten minste drie werkdagen voor de hoorzitting ter kennis gebracht van het personeelslid, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst waardoor de preventieve schorsing ingaat drie dagen na de verzenddatum, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst waardoor de preventieve schorsing ingaat op de datum, vermeld op het bewijs van ontvangst.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger, gekozen onder de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

De inrichtende macht deelt haar beslissing binnen drie werkdagen na de datum, voorzien voor de hoorzitting, mee aan het personeelslid bij een ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen zonder omstandigheden van overmacht te kunnen inroepen ten einde hun afwezigheid tijdens de hoorzitting te rechtvaardigen.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, roept de inrichtende macht het personeelslid overeenkomstig lid 2 op voor een nieuwe hoorzitting.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, deelt de inrichtende macht haar beslissing binnen drie werkdagen na de datum, voorzien voor de hoorzitting, bij een ter post aangetekend schrijven aan het personeelslid mee.

Wanneer de beslissing tot de preventieve schorsing van het personeelslid leidt, gaat deze in op de derde werkdag na de verzenddatum.

§ 3. In afwijking van § 2, lid 1, kan het personeelslid op staande voet uit zijn ambt worden ontheven in geval van op heterdaad vastgestelde zware fout of wanneer de grieven die het worden verweten van een zodanig ernstige aard zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het personeelslid niet meer in de school aanwezig is.

De inrichtende macht is gehouden om de procedure voor preventieve schorsing binnen tien werkdagen na de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke uitsluiting werd genomen, in te stellen overeenkomstig de bepalingen van onderhavig artikel. Bij ontstentenis wordt de maatregel tot onmiddellijke uitsluiting na de voorgeschreven termijn

opgeheven en kan het personeelslid niet opnieuw wegens dezelfde zware fout of dezelfde grieven worden uitgesloten tenzij de procedure voor preventieve schorsing, zoals met name voorzien in § 2 van onderhavig artikel, wordt gevolgd.

Het personeelslid dat op staande voet werd uitgesloten, behoudt de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 4. De duur van de preventieve schorsing mag in het kader van de vaststelling van onverenigbaarheid niet langer zijn dan zes maanden; in het kader van strafrechtelijke vervolgingen is de duur van de preventieve schorsing niet tot zes maanden beperkt.

Art. 63^{quater}. — Ieder preventief geschorst tijdelijk aangesteld personeelslid behoudt het recht op zijn wedde.

In afwijking van lid 1 wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid, dat :

1° in het kader van strafrechtelijke vervolgingen wordt verdacht of beklaagd;

2° niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder zou bedragen dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Deze weddevermindering gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of op de dag na de uitspraak van de niet definitieve veroordeling.

Art. 63^{quinqüies}. — § 1. Op het einde van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken, uitgezonderd wanneer :

1° artikel 58, 1°, b), of 4° wordt toegepast;

2° tegen het personeelslid een definitieve strafrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken.

Als de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken wordt in toepassing van lid 1, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat in het begin werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend tegen de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing heeft ontvangen.

Art. 63^{sexies}. — De preventieve schorsing wordt ter kennis gebracht van de Regering opdat de onmiddellijke uitvoering ervan zou verzekerd zijn.

Art. 63^{septies}. — De procedure voor preventieve schorsing alsook de maatregelen, genomen tegen een tijdelijk aangesteld personeelslid in toepassing van de bepalingen van onderhavige afdeling, nemen van rechtswege een einde op de dag waarop de aanstelling een einde neemt en uiterlijk op 30 juni van het lopende schooljaar.

Als het personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling de hoedanigheid van vastbenoemde verwerft, zijn de bepalingen van afdeling twee van onderhavig hoofdstuk op hem van toepassing. »

Afdeling 3. — Voorrang, verleend aan personeelsleden die het slachtoffer van een gewelddaad waren

Art. 9. In artikel 28, 1°, lid 3, van hetzelfde besluit wordt na het tweede streepje een streepje ingevoegd, dat als volgt luidt :

« — indien de betrekking wordt toegewezen aan een personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad was, wordt de prioritaire affectatie verlengd in toepassing van artikel 36^{quinqüies}, § 4, lid 2. »

Art. 10. In hoofdstuk III « Aanwerving » van hetzelfde decreet wordt een afdeling 5 « Personeelsleden, die het slachtoffer van een gewelddaad waren » ingevoegd die als volgt luidt :

Afdeling 5. — « Personeelsleden, die het slachtoffer van een gewelddaad waren »

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 36^{bis}. — § 1. Voor de toepassing van afdeling 5 dient onder gewelddaad te worden verstaan : elke lichamelijke en/of psychologische aanslag, uitgevoerd met kwaadwillige bedoeling, elke vorm van agressie van raciale, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook iedere vernieling van goederen van laatstgenoemde, begaan hetzij door een leerling, hetzij door een derde op instigatie of met medeplichtigheid van deze, hetzij door een familielid van de leerling of iedere andere onder hetzelfde dak wonende persoon, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband ermee, hetzij door iedere andere persoon die niet tot het personeel van de inrichting behoort voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad rechtstreeks verband houdt met de dienst.

Onder « personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest » dient te worden verstaan : het vastbenoemde, prioritair tijdelijk of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt erkend als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad, bepaald in lid 1.

De voorrang bedoeld in § 2 wordt alleen aan het personeelslid toegekend voor zover het klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Als de gewelddaad buiten de inrichting werd begaan, wordt het verzoek tot voorrang alleen in overweging genomen voor zover de dader van de gewelddaad werd geïdentificeerd.

§ 2. Het personeelslid bedoeld in § 1 geniet van een voorrang, bepaald overeenkomstig onderafdeling 2 voor wat betreft het niet-prioritair tijdelijk personeelslid, overeenkomstig onderafdeling 3 voor wat betreft het prioritair tijdelijk personeelslid en overeenkomstig onderafdeling 4 voor het vastbenoemd personeelslid.

Als het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst niet tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden en behoudens behoorlijk gerechtvaardigde overmacht, dient het bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst binnen een termijn van een maand na de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, een verzoek voor voorrang in bij, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs. Binnen diezelfde termijn stuurt hij eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een kopie van dit verzoek aan de inrichtende macht. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, gaan na dat de toepassingsvoorwaarden van onderhavig decreet zijn nageleefd, zich daarbij steunend op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

In het geval dat het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden, dient het bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst binnen een termijn van een maand nadat het zijn ambt weer heeft opgenomen, het verzoek bedoeld in voorgaand lid in bij, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs. Binnen diezelfde termijn stuurt hij eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een kopie van dit verzoek aan de inrichtende macht. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, gaan na dat de toepassingsvoorwaarden van onderhavig decreet zijn nageleefd, zich daarbij steunend op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Een kopie van de klacht bedoeld in § 1 wordt bij het verzoek bijgevoegd alsook een kopie van de erkenning van het arbeidsongeval door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

§ 3. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, brengt binnen acht werkdagen na ontvangst van het verzoek bedoeld in § 2 advies uit aan de in functie zijnde minister. Een kopie van dit advies wordt aan de inrichtende macht alsook aan het betrokken personeelslid bezorgd.

De in functie zijnde minister neemt binnen acht werkdagen de beslissing dat van het stelsel kan worden genoten. Deze beslissing wordt onmiddellijk aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid meegedeeld.

Onderafdeling 2. — Recht op een nieuwe aanstelling van niet-prioritaire tijdelijke personeelsleden

Art. 36ter. — § 1. Het niet-prioritaire tijdelijke personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, kan onder de voorwaarden bedoeld in onderafdeling één, om een aanstelling in een andere instelling van dezelfde inrichtende macht verzoeken.

Het verzoek om een nieuwe aanstelling wordt alleen in overweging genomen als de oorspronkelijke aanstelling geen einde neemt voor een termijn van een maand na het indienen van het verzoek is verstreken.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in onderhavig artikel mag niet korter zijn dan de resterende duur van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling, behoudens wanneer het betrokken personeelslid ermee instemt. Een aanstelling met een kortere duur dan die van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling kan niettemin aan het slachtoffer van een gewelddaad worden opgelegd op voorwaarde dat deze betrekking beschikbaar is voor een termijn van ten minste vijftien weken en dat het personeelslid aan wie deze aanstelling wordt opgelegd, geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De inrichtende macht stelt het personeelslid bedoeld in § 1 aan

a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt die niet door een ander personeelslid wordt bekleed met inachtneming van de statutaire bepalingen

of

b) in iedere betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een personeelslid dat bereid is om met het personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, van post te ruilen.

Littera b) van onderhavige paragraaf geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het niet gerangschikt personeelslid bedoeld in onderhavige afdeling geen nieuwe aanstelling kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de in functie zijnde minister het personeelslid aan in een betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door een niet gerangschikt, tijdelijk aangesteld personeelslid aan wie hij oplegt om met het slachtoffer van een gewelddaad van post te ruilen.

Voorgaand lid geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. Als het personeelslid niet in een andere betrekking van hetzelfde ambt is aangesteld overeenkomstig § 2 en § 3 en het door een andere inrichtende macht in een betrekking van hetzelfde ambt is aangesteld, worden de diensten die hij voor deze nieuwe inrichtende macht presteert, in aanmerking genomen bij de berekening van de dienstanciënniteit bij de oorspronkelijke inrichtende macht, ten belope van het aantal dagen die in het kader van de oorspronkelijke aanstelling nog dienden te worden gepresteerd.

§ 5. Tijdens de periode van bezoldigd verlof waarvan het personeelslid bedoeld in onderhavig artikel dat ten gevolge van de gewelddaad arbeidsonbekwaam werd bevonden, geniet, wordt dit personeelslid geacht om effectief in dienst te zijn. Met betrekking tot de dienstanciënniteit wordt deze evenwel beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 6. Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid in de omstandigheden verkeerde om van de voorrang bedoeld in onderhavig artikel te genieten, kan het tijdelijk aangesteld personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar hij het slachtoffer van de gewelddaad was, behoudens wanneer hij daar om verzoekt en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen.

Onderafdeling 3. — Recht op een nieuwe aanstelling van prioritaire tijdelijke personeelsleden

Art. 36quater. — § 1. Het prioritaire tijdelijke personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, kan onder de voorwaarden bedoeld in onderafdeling één, om een aanstelling in een andere instelling van dezelfde inrichtende macht verzoeken.

Het verzoek om een nieuwe aanstelling wordt alleen in overweging genomen als de oorspronkelijke aanstelling geen einde neemt voor een termijn van een maand na het indienen van het verzoek is verstreken.

De duur van de nieuwe aanstelling bedoeld in onderhavig artikel mag niet korter zijn dan de resterende duur van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling, behoudens wanneer het betrokken personeelslid ermee instemt. Een aanstelling met een kortere duur dan die van de oorspronkelijke, nog lopende aanstelling kan niettemin aan het slachtoffer van een gewelddaad worden opgelegd op voorwaarde dat deze betrekking beschikbaar is voor een termijn van ten minste vijftien weken en dat het personeelslid aan wie deze aanstelling wordt opgelegd, geen enkel recht verliest voor de periode die het verschil uitmaakt tussen deze aanstelling en de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 2. De inrichtende macht stelt het personeelslid bedoeld in § 1 aan

a) in iedere beschikbare betrekking van hetzelfde ambt die niet door een ander personeelslid wordt bekleed met inachtneming van de statutaire bepalingen

of

b) in iedere betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een personeelslid dat bereid is om met het personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, van post te ruilen.

Littera b) van onderhavige paragraaf geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het prioritair tijdelijk personeelslid bedoeld in onderhavige onderafdeling geen nieuwe aanstelling kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, stelt de inrichtende macht het aan in een betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door

1° een niet-prioritair tijdelijk personeelslid aan wie zij oplegt om van post te ruilen;

2° bij ontstentenis, een prioritair tijdelijk personeelslid, in de omgekeerde volgorde van rangschikking, aan wie zij oplegt om van post te ruilen.

Voorgaand lid geldt niet voor de aanstellingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4 Als het personeelslid niet in een andere betrekking van hetzelfde ambt is aangesteld overeenkomstig § 2 en § 3 en het door een andere inrichtende macht in een betrekking van hetzelfde ambt is aangesteld, worden de diensten die hij voor deze nieuwe inrichtende macht presteert, in aanmerking genomen bij de berekening van de dienstanciënniteit bij de oorspronkelijke inrichtende macht, ten belope van het aantal dagen die in het kader van de oorspronkelijke aanstelling nog dienden te worden gepresteerd.

§ 5. Tijdens de periode van bezoldigd verlof waarvan het personeelslid bedoeld in onderhavig artikel dat ten gevolge van de gewelddaad arbeidsonbekwaam werd bevonden, geniet, wordt dit personeelslid geacht om effectief in dienst te zijn. Met betrekking tot de dienstanciënniteit wordt deze evenwel beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

§ 6. Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid in de omstandigheden verkeerde om van de voorrang bedoeld in onderhavig artikel te genieten, kan het prioritair tijdelijk personeelslid niet opnieuw worden aangesteld in de inrichting waar het het slachtoffer van de gewelddaad was, behoudens wanneer het daar om verzoekt en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen.

Onderafdeling 4. — Gelegenheidsaffectatiewijziging, mutatie en aanstelling in een andere inrichtende macht van vastbenoemde personeelsleden

Art. 36quinquies. — § 1. Het vastbenoemde personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, kan onder de voorwaarden bedoeld in onderafdeling één om een gelegenheidsaffectatiewijziging in een andere instelling van dezelfde inrichtende macht verzoeken.

§ 2. De inrichtende macht kent een gelegenheidsaffectatiewijziging toe aan het personeelslid bedoeld in § 1

a) in iedere betrekking van hetzelfde ambt, die niet door een ander personeelslid wordt bekleed;

of

b) in iedere betrekking van hetzelfde ambt, bekleed door een personeelslid dat aanvaardt om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Littera b) van onderhavige paragraaf geldt niet voor de gelegenheidsaffectatiewijzigingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 3. Als aan het vastbenoemde personeelslid bedoeld in onderhavige onderafdeling geen gelegenheidsaffectatiewijziging kan worden aangeboden overeenkomstig § 2, kent de inrichtende macht deze gelegenheidsaffectatiewijziging toe in iedere betrekking van hetzelfde ambt die reeds wordt bekleed door

1° een niet-prioritair tijdelijk personeelslid aan wie zij oplegt om van post te ruilen;

2° bij ontstentenis, een prioritair tijdelijk personeelslid, in de omgekeerde volgorde van de rangschikking, aan wie zij oplegt om van post te ruilen.

Voorgaand lid geldt niet voor de gelegenheidsaffectatiewijzigingen die voor 15 mei van het lopende schooljaar plaatsvinden.

§ 4. Het personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, kan (een) andere inrichtende macht(en) verzoeken om in een definitief vacante betrekking van hetzelfde ambt te worden gemuteerd in toepassing van artikel 29, § 1.

Het personeelslid, slachtoffer van een gewelddaad, kan (een) andere inrichtende macht(en) verzoeken om in een betrekking van hetzelfde ambt te worden gemuteerd. Als het door deze inrichtende macht wordt aangesteld, krijgt het in dit geval verlof om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, middelbaar, technisch, artistiek en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die afhangen van deze inrichtingen en van de leden van het personeel van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen.

De verlenging van deze prioritair affectatie geschiedt op dezelfde manier totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor een aanstelling in vast verband. Als, op dat moment, het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een aanwerving in vast verband, is de inrichtende macht ontheven van de verplichting om te verlengen.

§ 5. Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid slachtoffer van een gewelddaad was, kent de inrichtende macht aan het personeelslid een affectatiewijziging toe die voorrang heeft op alle andere affectatiewijzigingen, op iedere aanstelling en op iedere vaste benoeming van een ander personeelslid, in iedere vacante betrekking van hetzelfde ambt op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar het het slachtoffer van een gewelddaad was, verder uit te oefenen.

Art. 11. In artikel 95 van hetzelfde decreet wordt een punt 6° ingevoegd dat als volgt luidt :

« 6° na te gaan dat de artikelen 36ter, § 2 en § 3, 36quater, § 2 en § 3 en 36quinquies, § 2 en § b3 door de inrichtende macht worden nageleefd ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en bijzonder secundair onderwijs, het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan en het artistiek onderwijs

Art. 12. In artikel 16 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en bijzonder secundair onderwijs, het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan en het artistiek onderwijs, gewijzigd door... en waarvan de huidige tekst lid 1 wordt, wordt een lid 2, lid 3 en lid 4 toegevoegd, die als volgt luiden :

« Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met toepassing van de voorrang die hen is verleend door artikel 36*quinquies* van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

De reffectaties en wedertewerkstellingen verricht door de zonale en centrale en regionale reffectatiecommissies, uitgezonderd hun verlenging, kunnen een personeelslid de betrekking niet ontnemen welke is bekomen met toepassing van artikel 36*quinquies* van voornoemd decreet van 6 juni 1994.

Overeenkomstig artikel 28 van voornoemd decreet van 6 juni 1994 heeft de verlenging van prioritaire affectatie bedoeld in artikel 36*quinquies* van hetzelfde decreet voorrang op de verlenging van de reffectatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in voorgaand lid. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en bijzonder kleuter- en lager onderwijs

Art. 13. Artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en bijzonder kleuter- en lager onderwijs, gewijzigd door... wordt aangevuld met een paragraaf die als volgt luidt :

« Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met toepassing van de voorrang die hen is verleend door artikel 36*quinquies* van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

De reffectaties en wedertewerkstellingen verricht door de zonale en centrale en regionale reffectatiecommissies, uitgezonderd hun verlenging, kunnen een personeelslid de betrekking niet ontnemen welke is bekomen met toepassing van artikel 36*quinquies* van voornoemd decreet van 6 juni 1994.

Overeenkomstig artikel 28 van voornoemd decreet van 6 juni 1994 heeft de verlenging van prioritaire affectatie bedoeld in artikel 36*quinquies* van hetzelfde decreet voorrang op de verlenging van de reffectatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in voorgaand lid. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie

Art. 14. Artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd door... en waarvan de huidige tekst lid 1 wordt, wordt een lid 2, lid 3 en lid 4 toegevoegd, die als volgt luiden :

« Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reffectatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met toepassing van de voorrang die hen is verleend door artikel 36*quinquies* van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

De reffectaties en wedertewerkstellingen verricht door de zonale en centrale en regionale reffectatiecommissies, uitgezonderd hun verlenging, kunnen een personeelslid de betrekking niet ontnemen welke is bekomen met toepassing van artikel 36*quinquies* van voornoemd decreet van 6 juni 1994.

Overeenkomstig artikel 28 van voornoemd decreet van 6 juni 1994 heeft de verlenging van prioritaire affectatie bedoeld in artikel 36*quinquies* van hetzelfde decreet voorrang op de verlenging van de reffectatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in voorgaand lid. »

TITEL III. — PERSONEELSLEDEN VAN HET GESUBSIDIEERD VRIJ ONDERWIJS

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs

Afdeling 1. — Terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs

Art. 15. In artikel 69 van het decreet van 1 februari 1993 tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, gewijzigd door het decreet van 17 juli 1998, worden voor de woorden « Een personeelslid kan door de inrichtende macht wegens ambtsontheffing ter beschikking worden gesteld » volgende woorden ingevoegd :

« Met uitzondering van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs die het onderwerp uitmaakt van artikel 70.. »

Art. 16. Artikel 70 van hetzelfde decreet, opgeheven door het decreet van 17 juli 1998, wordt hersteld in de volgende vorm :

Art. 70. — § 1. Het vastbenoemd personeelslid kan ter beschikking worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs door de inrichtende macht ingevolge een voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, geformuleerd overeenkomstig de modaliteiten, vastgelegd door de Regering. De duur van de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs mag een termijn van zes maanden, in een of meerdere periodes, op de volledige loopbaan van het personeelslid niet overschrijden.

Van de beperking bedoeld in lid 1 kan echter worden afgeweken ten einde de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, in de loop van het schooljaar uitgesproken tegen een personeelslid, tot het einde van het lopende schooljaar te verlengen. Het verzoek tot afwijking wordt ter goedkeuring door de inrichtende macht aan de Regering voorgelegd.

Tijdens de terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs ontvangt het personeelslid een wachtwedde die gelijk is aan 75 % van zijn laatste activiteitswedde.

Een inrichtende macht kan een personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs wanneer de feiten waarvoor deze maatregel is voorzien, het onderwerp kunnen uitmaken van een tuchtstraf of een procedure ter vaststelling van onverenigbaarheid of wanneer het personeelslid om deze feiten strafrechtelijk wordt vervolgd.

§ 2. Voorafgaand aan het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moet het personeelslid uitgenodigd worden om door de inrichtende macht te worden gehoord. De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen waarom de inrichtende macht overweegt om het personeelslid ter beschikking te stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs, moeten minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting ter kennis worden gebracht van het personeelslid, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst. Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger, gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie. De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het wettig opgeroepen personeelslid niet op de hoorzitting verschijnt of er niet vertegenwoordigd is.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger echter omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig lid 1 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de procedure geldig voortgezet.

§ 3. De inrichtende macht brengt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs ter kennis van het personeelslid die binnen tien dagen na de kennisgeving van dit voorstel beroep kan aantekenen bij de bevoegde raad van beroep.

Het personeelslid dat beroep aantekent, stelt de inrichtende macht daarvan onmiddellijk in kennis door voorlegging van een kopie.

De raad van beroep spreekt zich uit binnen een termijn van maximum een maand na ontvangst van het beroep.

De raad van beroep bezorgt een met redenen omkleed advies aan, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs.

Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, bezorgen binnen een termijn van maximum twee weken na ontvangst van het advies van de raad van beroep een advies aan de in functie zijnde minister. Met het oog hierop beroepen zij zich op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Een kopie van het advies, bedoeld in voorgaande paragraaf, wordt overgemaakt aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid.

De in functie zijnde minister staat het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs toe of wijst het af binnen een termijn van maximum twee weken. Deze beslissing wordt uiterlijk bij het verstrijken van de beslissingstermijn kenbaar gemaakt en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan het betrokken personeelslid.

Ingeval het voorstel wordt afgewezen, kan de inrichtende macht het personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

Ingeval het voorstel wordt toegestaan, kan de inrichtende macht het personeelslid ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

§ 4. Wanneer het personeelslid binnen de in § 1 voorgeschreven termijn geen beroep bij de raad van beroep heeft aangetekend, wordt het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en in het belang van het onderwijs na het verstrijken van de vermelde termijn, naar het geval, aan het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs doorgegeven.

Het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs tegen hetwelk geen beroep werd aangetekend, kan door de inrichtende macht op haar risico worden uitgevoerd.

Naar het geval, brengt het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs een advies uit binnen een termijn van maximum twee weken na ontvangst van het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs. Met het oog hierop beroepen zij zich op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Een kopie van het advies bedoeld in voorgaand lid wordt overgemaakt aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid.

De in functie zijnde minister staat het voorstel tot terbeschikkingstelling wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs toe of wijst het af binnen een termijn van maximum twee weken. Deze beslissing wordt uiterlijk bij het verstrijken van de beslissingstermijn kenbaar gemaakt en gaat in op de derde werkdag na kennisgeving ervan aan het betrokken personeelslid.

Ingeval het voorstel wordt afgewezen, kan de inrichtende macht het personeelslid niet ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

Ingeval het voorstel wordt toegestaan, kan de inrichtende macht het personeelslid ter beschikking stellen wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst of in het belang van het onderwijs.

Afdeling 2. — Preventieve schorsing

Art. 17. Aan artikel 87, § 3, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 4 worden de woorden « niet werden gehoord » vervangen door de woorden « niet op de hoorzitting verschenen zonder omstandigheden van overmacht te kunnen inroepen ten einde hun afwezigheid tijdens de hoorzitting te rechtvaardigen »;

2° tussen lid 4, zoals gewijzigd, en lid 5 dat lid 7 wordt, worden twee leden ingevoegd die luiden als volgt :

« Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, wordt het personeelslid overeenkomstig lid 2 voor een nieuwe hoorzitting opgeroepen.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, wordt de beslissing binnen drie werkdagen na de datum waarop de hoorzitting was voorzien, bij een ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van het personeelslid. »

Art. 18. In hoofdstuk X van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 6 april 1998 en waarvan het huidige artikel 87, zoals gewijzigd, tot 90 afdeling 1 « Preventieve schorsing van vastbenoemde personeelsleden » vormen, wordt een afdeling 2 « Preventieve schorsing van tijdelijk aangesteld personeel » ingevoegd die als volgt luidt :

« Afdeling 2. — Preventieve schorsing van tijdelijk aangesteld personeel

Art. 90bis. — § 1. De bij onderhavige afdeling geregelde preventieve schorsing is een louter administratieve maatregel, geen straf.

De preventieve schorsing wordt uitgesproken door de inrichtende macht en met redenen omkleed. Ze is bedoeld om het personeelslid van zijn ambt uit te sluiten.

Tijdens de preventieve schorsing behoudt het personeelslid de administratieve stand van dienstactiviteit.

§ 2. Wanneer het belang van de dienst of van het onderwijs dat vereist, kan een procedure voor preventieve schorsing worden ingesteld tegen een tijdelijk aangesteld personeelslid of een personeelslid in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke :

1° indien het strafrechtelijk wordt vervolgd;

2° zodra de inrichtende macht het, bij een ter post aangetekend schrijven, de vaststelling van onvereenigbaarheid ter kennis brengt overeenkomstig de artikelen 22 tot 26.

§ 3. Voor een maatregel tot preventieve schorsing wordt genomen, moet het personeelslid worden uitgenodigd om door de inrichtende macht te worden gehoord.

De oproeping tot de hoorzitting alsook de redenen ter rechtvaardiging van de preventieve schorsing worden ten minste drie werkdagen voor de hoorzitting ter kennis gebracht van het personeelslid, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst waardoor de preventieve schorsing ingaat drie dagen na de verzenddatum, hetzij bij onderhandse overhandiging van een brief met bewijs van ontvangst waardoor de preventieve schorsing ingaat op de datum, vermeld op het bewijs van ontvangst.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger, gekozen onder de personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, hetzij in actieve dienst hetzij gepensioneerd, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakorganisatie.

De inrichtende macht deelt haar beslissing binnen drie werkdagen na de datum, voorzien voor de hoorzitting, mee aan het personeelslid bij een ter post aangetekend schrijven, en dit zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen zonder omstandigheden van overmacht te kunnen inroepen ten einde hun afwezigheid tijdens de hoorzitting te rechtvaardigen.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht kan doen gelden ten einde hun afwezigheid op de hoorzitting te rechtvaardigen, roept de inrichtende macht het personeelslid overeenkomstig lid 2 op voor een nieuwe hoorzitting.

In dit geval, en zelfs wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet op de hoorzitting is verschenen, deelt de inrichtende macht haar beslissing binnen drie werkdagen na de datum, voorzien voor de hoorzitting, bij een ter post aangetekend schrijven aan het personeelslid mee.

Wanneer de beslissing tot de preventieve schorsing van het personeelslid leidt, gaat deze in op de derde werkdag na de verzenddatum.

§ 4. In afwijking van § 2, lid 1, kan het personeelslid op staande voet uit zijn ambt worden ontheven in geval van op heterdaad vastgestelde zware fout of wanneer de grieven die het worden verweten van een zodanig ernstige aard zijn dat het in het belang van het onderwijs wenselijk is dat het personeelslid niet meer in de school aanwezig is.

De maatregel tot uitsluiting dient te worden genomen binnen drie werkdagen na de dag waarop de bovenvermelde zware fout of grieven worden vastgesteld.

De inrichtende macht is gehouden om de procedure voor preventieve schorsing binnen tien werkdagen na de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke uitsluiting werd genomen, in te stellen overeenkomstig de bepalingen van onderhavig artikel. Bij ontstentenis wordt de maatregel tot onmiddellijke uitsluiting na de voorgeschreven termijn opgeheven en kan het personeelslid niet opnieuw wegens dezelfde zware fout of dezelfde grieven worden uitgesloten tenzij de procedure voor preventieve schorsing, zoals met name voorzien in § 3 van onderhavig artikel, wordt gevolgd.

Het personeelslid dat op staande voet werd uitgesloten, behoudt de administratieve stand van dienstactiviteit.

Art. 90ter. — Ieder preventief geschorst tijdelijk aangesteld personeelslid behoudt het recht op zijn wedde.

In afwijking van lid 1, wordt de wedde van ieder preventief geschorst personeelslid, dat :

1° in het kader van strafrechtelijke vervolgingen wordt verdacht of beklaagd;

2° niet definitief strafrechtelijk werd veroordeeld, waartegen het personeelslid zijn gewone rechten op beroep heeft laten gelden;

op de helft van zijn activiteitswedde vastgesteld.

Deze weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde minder zou bedragen dan het bedrag van de werkloosheidsuitkeringen waarop het personeelslid recht zou hebben volgens de regeling voor maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Deze weddevermindering gaat in op de eerste dag van de maand die volgt op de dag waarop het personeelslid verdacht of beklaagd wordt of op de dag na de uitspraak van de niet definitieve veroordeling.

Art. 90quater. — § 1. Op het einde van de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken, uitgezonderd wanneer :

1° artikel 71quater, 8°, b), of 11° wordt toegepast;

2° tegen het personeelslid een definitieve strafrechtelijke veroordeling wordt uitgesproken.

Als de maatregel inzake weddevermindering ingetrokken wordt in toepassing van lid 1, ontvangt het personeelslid het aanvullende deel van zijn weddetoelage dat in het begin werd ingehouden, vermeerderd met de achterstallige intresten, berekend tegen de wettelijke rentevoet, die verschuldigd zijn sedert de dag waarop de vermindering werd toegepast.

Het personeelslid behoudt de bedragen die het tijdens de preventieve schorsing heeft ontvangen.

Art. 90quinquies. — De preventieve schorsing wordt ter kennis gebracht van de Regering opdat de onmiddellijke uitvoering ervan zou verzekerd zijn.

Art. 90sexies. — De procedure voor preventieve schorsing alsook de maatregelen, genomen tegen een tijdelijk aangesteld personeelslid in toepassing van de bepalingen van onderhavige afdeling, nemen van rechtswege een einde op de dag waarop de aanstelling een einde neemt en uiterlijk op 30 juni van het lopende schooljaar.

Als het personeelslid, bedoeld in onderhavige afdeling, de hoedanigheid van vastbenoemde verwerft, zijn de bepalingen van afdeling één van onderhavig hoofdstuk op hem van toepassing. »

Afdeling 3. — Voorrang, verleend aan personeelsleden die het slachtoffer van een gewelddaad waren

Art. 19. In artikel 29quater van hetzelfde besluit worden bij het decreet van 19 december 2002 volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1°bis wordt ingevoegd dat als volgt luidt :

« — 1°bis. Als de betrekking definitief vacant is en nog niet is toegewezen aan een personeelslid met in totaal meer dan 720 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht of nog niet is toegewezen aan een personeelslid met in totaal 2 160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht, wijst zij deze tijdelijk toe aan een personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 34quinquies en dat in vast verband is aangeworven in ditzelfde ambt, in een wervingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van hetzelfde karakter.

In geval de betrekking reeds is toegewezen aan een personeelslid, is de verplichting, bedoeld in voorgaand lid, beperkt tot 15 mei van het lopende schooljaar.

Het personeelslid moet hierom hebben gevraagd overeenkomstig de procedure, voorzien door artikel 34*quinquies*. Het krijgt in dit geval verlof om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, middelbaar, bijzonder, technisch, artistiek en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die afhangen van deze inrichtingen en van de leden van het personeel van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen.

De verlenging van deze prioritaire affectatie geschiedt op dezelfde manier totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor een aanstelling in vast verband. Als, op dat moment, het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een aanwerving in vast verband, is de inrichtende macht ontheven van de verplichting om te verlengen; »

2° punt 1°ter wordt ingevoegd dat als volgt luidt :

« — 1°ter. Als de betrekking tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van minstens vijftien weken, wijst zij deze tijdelijk toe aan een personeelslid dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 34*quinquies* en dat in vast verband is aangeworven in ditzelfde ambt, in een wervingsambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel of van het opvoedend hulppersoneel van het gesubsidieerd vrij onderwijs van hetzelfde karakter.

Zodra een betrekking definitief vacant wordt en niet kan worden toegewezen aan een personeelslid met in totaal 2 160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht, wijst ze deze toe aan een personeelslid, bedoeld in voorgaand lid.

Deze verplichting is beperkt tot 15 mei van het lopende schooljaar.

Het personeelslid moet hierom hebben gevraagd overeenkomstig de procedure, voorzien door artikel 34*quinquies*. Het krijgt in dit geval verlof om tijdelijk een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs overeenkomstig artikel 14, § 1, 3° en 4°, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974, genomen in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, middelbaar, bijzonder, technisch, artistiek en normaalonderwijs van de Staat, van de internaten die afhangen van deze inrichtingen en van de leden van het personeel van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen.

Als de betrekking definitief vacant is, geschiedt de verlenging van deze prioritaire affectatie op dezelfde manier totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor een aanstelling in vast verband. Als, op dat moment, het personeelslid zich niet kandidaat stelt voor een aanwerving in vast verband, is de inrichtende macht ontheven van de verplichting om te verlengen. »;

3° in punt 12° wordt tussen lid 1 en lid 2 volgend lid ingevoegd :

« In afwijking van voorgaand lid wijst de inrichtende macht de betrekking toe aan een tijdelijk aangesteld personeelslid uit voormelde groep 2, dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 34*quinquies* en dat een verzoek heeft ingediend om van inrichting te veranderen overeenkomstig de voorwaarden, voorzien in onderhavig artikel. Dit personeelslid is niet onderworpen aan de verplichting om zich kandidaat te stellen zoals bedoeld in artikel 1. »;

4° in punt 12°, in de voormalige leden 2 en 3 die lid 3 en 4 zijn geworden, worden de woorden « deze bepaling » vervangen door de woorden « de bepaling bedoeld in lid 1 »;

5° in punt 14° wordt tussen de voormalige leden 6 en 7, die lid 7 en 8 zijn geworden, volgend lid ingevoegd :

« In afwijking van voorgaand lid wijst de inrichtende macht de betrekking toe aan een tijdelijk aangesteld personeelslid uit deze groep dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 34*quinquies*, dat een verzoek heeft ingediend om van inrichting te veranderen overeenkomstig de voorwaarden, voorzien in onderhavig artikel. Dit personeelslid is niet onderworpen aan de verplichting om zich kandidaat te stellen zoals bedoeld in lid 3. »;

6° punt 15° wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van voorgaand lid wijst de inrichtende macht de betrekking toe aan een tijdelijk aangesteld personeelslid uit deze groep dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 34*quinquies*, dat een verzoek heeft ingediend om van inrichting te veranderen overeenkomstig de voorwaarden, voorzien in onderhavig artikel. Dit personeelslid is niet onderworpen aan de verplichting om zich kandidaat te stellen zoals bedoeld in punt 14°, lid 3. »;

Art. 20. Artikel 34*quater*, § 3, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002, wordt aangevuld met volgend lid :

« De zonale affectatiecommissie ziet er eveneens op toe dat de inrichtende machten artikel 34*quinquies* naleven wanneer zij kandidaten toewijzen die de voorrang genieten welke is toegekend door artikel 29*quater*, 1°bis en 1°ter. »

Art. 21. In afdeling 2 « Tijdelijke aanwerving en tijdelijk aangesteld personeel » wordt artikel 34*quinquies* ingevoegd dat als volgt luidt :

Art. 34quinquies. – § 1. Voor de toepassing van onderhavig decreet dient onder « gewelddaad » te worden verstaan : elke lichamelijke en/of psychologische aanslag, uitgevoerd met kwaadwillige bedoeling, elke vorm van agressie van raciale, religieuze of seksistische aard tegen een personeelslid alsook iedere vernieling van goederen van laatstgenoemde, begaan hetzij door een leerling, hetzij door een derde op instigatie of met medeplichtigheid van deze, hetzij door een familielid van de leerling of iedere andere onder hetzelfde dak wonende persoon, in het kader van de dienst van het personeelslid of in rechtstreeks verband ermee, hetzij door iedere andere persoon die niet tot het personeel van de inrichting behoort voor zover door het slachtoffer wordt aangetoond dat de gewelddaad rechtstreeks verband houdt met de dienst.

De in § 3 bedoelde voorrang wordt alleen aan het personeelslid verleend voor zover het klacht heeft ingediend bij de gerechtelijke overheid.

Als de gewelddaad buiten de inrichting werd begaan, wordt het verzoek tot voorrang alleen in overweging genomen voor zover de dader van de gewelddaad werd geïdentificeerd.

Onder « personeelslid dat het slachtoffer van een gewelddaad is geweest » dient te worden verstaan: het vastbenoemde of tijdelijk aangestelde personeelslid, dat door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt erkend als slachtoffer van een arbeidsongeval dat het resultaat is van de daad, bepaald in § 1.

§ 3. Het personeelslid dat voldoet aan de in voorgaande paragrafen bedoelde voorwaarden, geniet voorrang voor de toekenning van een betrekking in tijdelijk verband overeenkomstig, naar het geval, artikel 29^{quater}, 1° bis; 1° ter; 12°; 14° of 15°

Het verzoek om een nieuwe aanstelling in tijdelijk verband met toepassing van artikel 29^{quater}, 12°, 14° en 15° wordt alleen in overweging genomen als de oorspronkelijke aanstelling in tijdelijk verband geen einde neemt voor een termijn van een maand na het indienen van het verzoek is verstreken.

§ 4. Als het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst niet tijdelijk arbeidsongeschikt werd bevonden en behoudens behoorlijk gerechtvaardigde overmacht, dient het personeelslid bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst binnen een termijn van een maand na de dag waarop de feiten zich hebben voorgedaan, een verzoek tot voorrang in bij, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs. Binnen diezelfde termijn stuurt het personeelslid eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een kopie van dit verzoek aan de inrichtende macht. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, gaan na dat de toepassingsvoorwaarden van onderhavig decreet zijn nageleefd, zich daarbij steunend op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

In het geval dat het personeelslid door de administratieve gezondheidsdienst tijdelijk arbeidsonbekwaam werd bevonden, dient het binnen een termijn van een maand nadat het zijn ambt weer heeft opgenomen bij, naar het geval, het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs het verzoek bedoeld in voorgaand lid in. Binnen diezelfde termijn stuurt het personeelslid eveneens bij een aangetekend schrijven met bewijs van ontvangst een kopie van dit verzoek aan de inrichtende macht. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, gaan na dat de toepassingsvoorwaarden van onderhavig decreet zijn nageleefd, zich daarbij steunend op alle bijkomende informatie die zij nuttig achten.

Een kopie van de in § 1 bedoelde klacht wordt bij het verzoek gevoegd alsook een kopie van de erkenning van het arbeidsongeval door de Regeringsdienst bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding, ten voordele van het personeel uit de openbare sector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk.

Het in voorgaande paragraaf bedoelde verzoek vermeldt wanneer het personeelslid zich eveneens kandidaat heeft gesteld voor een betrekking binnen de entiteit of de SSO voor wat betreft de tijdelijk aangestelde personeelsleden; de entiteit, de SSO of de affectatiezone voor wat betreft de vastbenoemde personeelsleden. Voor wat de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie en van het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan betreft, vermeldt het verzoek wanneer het personeelslid zich eveneens kandidaat heeft gesteld voor een betrekking bij een totaal andere inrichtende macht van het vrij onderwijsnet van hetzelfde karakter.

In het in voorgaand lid bedoelde geval bezorgt de inrichtende macht een kopie van het verzoek aan, naar het geval, de voorzitter(s) van het OE, van de betrokken OSSO of aan de betrokken voorzitter(s) van de zonale affectatiecommissie(s).

§ 5. Het directoraat-generaal van het verplicht onderwijs of het directoraat-generaal van het niet verplicht onderwijs, naar het geval, brengt binnen acht werkdagen na ontvangst van het verzoek, bedoeld in § 4, advies uit aan de in functie zijnde minister. Een kopie van dit advies wordt aan de inrichtende macht alsook aan het betrokken personeelslid bezorgd.

De in functie zijnde minister of zijn afgevaardigde neemt binnen acht werkdagen de beslissing tot het verlenen van voorrang. Deze beslissing wordt onmiddellijk aan de inrichtende macht en aan het betrokken personeelslid meegedeeld.

§ 6. De inrichtende macht kan het personeelslid dat voldoet aan de door onderhavig artikel gestelde voorwaarden, tijdelijk aanstellen in iedere betrekking die definitief vacant is, die voor een ononderbroken periode van vijftien weken vacant is of tot het einde van het lopende schooljaar vacant is en die door een personeelslid wordt bekleed dat bereid is met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Het tijdelijk aangesteld personeelslid geniet, onverminderd artikel 29^{quater}, de in voorgaande paragrafen bedoelde voorrang voor elke nog niet toegekende betrekking die definitief vacant is, tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van ten minste vijftien weken of die tijdelijk vacant is tot het einde van het lopende schooljaar, en dit respectief binnen de inrichtende macht, en bij ontstentenis en als het personeelslid daar in het in § 4 bedoelde verzoek om verzoekt, in de entiteit of de SSO waar de inrichtende macht toe behoort of, voor de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie en het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan, op het niveau van het vrij onderwijsnet van hetzelfde karakter.

De overeenkomst met de instelling die ontvangt neemt ambtshalve een einde op de datum, voorzien in de overeenkomst met de instelling die uitstuurt.

De inrichtende macht kan de aanstelling van dit personeelslid evenwel verlengen tot het einde van de lopende vervanging in het geval van een tijdelijk vacante betrekking voor een ononderbroken periode van ten minste vijftien weken of tot het einde van het lopende schooljaar in het geval van een definitief vacante betrekking.

Als het in voorgaande paragraaf bedoelde personeelslid door een andere inrichtende macht tijdelijk is aangesteld in een betrekking van hetzelfde ambt en als het personeelslid op dat ogenblik 180 dagen dienstanciënniteit bij de oorspronkelijke inrichtende macht heeft, worden de diensten die het voor deze nieuwe inrichtende macht presteert, in aanmerking genomen bij de berekening van de dienstanciënniteit bij de oorspronkelijke inrichtende macht, ten belope van het aantal dagen die in het kader van de oorspronkelijke aanstelling nog dienden te worden gepresteerd.

Tijdens het schooljaar volgend op het jaar tijdens hetwelk het personeelslid in de omstandigheden verkeerde om van de voorrang bedoeld in onderhavige paragraaf te genieten, kan het personeelslid niet opnieuw tijdelijk worden aangesteld in de inrichting waar het personeelslid het slachtoffer van de gewelddaad was, behoudens wanneer het daar om verzoekt en op voorwaarde dat het door de externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, bedoeld in het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende de externe diensten voor preventie en bescherming op het werk, onbekwaam werd bevonden om zijn ambt in de inrichting waar hij slachtoffer van een gewelddaad is geweest, verder uit te oefenen.

§ 7. Het vastbenoemde personeelslid dat aan de in onderhavig artikel gestelde voorwaarden voldoet, kan in vast verband worden aangesteld in iedere definitief vacante betrekking, bekleed door een personeelslid dat bereid is om met het betrokken personeelslid van post te ruilen.

Bij ontstentenis geniet het vastbenoemde personeelslid, onverminderd artikel 29^{quater}, de in voorgaande paragrafen bedoelde voorrang voor iedere betrekking die definitief vacant is, die tijdelijk vacant is voor een ononderbroken periode van ten minste vijftien weken en die niet wordt of niet kan worden toegewezen aan een personeelslid met 2 160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht :

- in iedere inrichting van de inrichtende macht;

- bij ontstentenis en als het personeelslid daar in het in § 4 bedoelde verzoek om verzoekt, in iedere inrichting die tot dezelfde entiteit in het basisonderwijs behoort, bij dezelfde SSO in het secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend in het vrij onderwijsnet van hetzelfde karakter, in het onderwijs voor sociale promotie en het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan;

- bij ontstentenis en als het personeelslid daar in het in § 4 bedoelde verzoek om verzoekt, in iedere inrichting die tot dezelfde affectatiezone of tot een andere affectatiezone behoort in het basisonderwijs en het secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend.

Na 15 mei vindt geen enkele prioritaire affectatie plaats.

§ 8. Tijdens de periode van bezoldigd verlof waarvan het personeelslid dat slachtoffer van een gewelddaad was en ten gevolge hiervan arbeidsonbekwaam is bevonden, geniet, wordt dit personeelslid geacht om effectief in dienst te zijn. Met betrekking tot de dienstanciënniteit wordt deze evenwel beperkt tot de duur van de oorspronkelijke aanstelling.

Art. 22. Artikel 62 van hetzelfde decreet, gewijzigd door het decreet van 19 december 2002, wordt aangevuld met een punt 11° dat als volgt luidt :

« 11° tijdens de looptijd van de overeenkomst op basis waarvan het tijdelijk aangesteld personeelslid is aangesteld, in voorkomend geval door een andere inrichtende macht, met toepassing van de voorrang, verleend door artikel 29^{quater}, 1°^{bis}, 1°^{ter} en artikel 34^{quinquies}. »

Art. 23. In artikel 71^{quater} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2° wordt aangevuld met littera e) die als volgt luidt :

« e) met toepassing van de voorrang bedoeld in artikel 29^{quater}, 1°^{bis}, 1°^{ter} en artikel 34^{quinquies}, § 7 »;

2° er wordt een punt 7°^{bis} ingevoegd dat als volgt luidt :

« 7°^{bis} op de datum, voorzien in de overeenkomst met de instelling die uitstuurt in geval van toepassing van artikel 34^{quinquies}, § 6, behoudens in het geval dat de in artikel 34^{quinquies}, § 7, voorziene aanstelling wordt voortgezet. »;

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en bijzonder secundair onderwijs, secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan en artistiek onderwijs

Art. 24. Aan artikel 39 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de toekenning van een wachtwedde-toelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en bijzonder secundair onderwijs, het secundair artistiek onderwijs met beperkt leerplan en het artistiek onderwijs, gewijzigd door... worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 1^{bis} ingevoegd die als volgt luidt :

« § 1^{bis}. Moeten niet aan het OSSO aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met in totaal meer dan 2 160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht »;

2° er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd die als volgt luidt :

« § *2bis*. « Moeten niet aan de in hoofdstuk VII bedoelde reëctatiecommissies noch aan het OSSO aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die een van de voorrangen genieten, bedoeld in artikel *29quater*, 1° *bis*, 1° *ter* en 2°, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 »;

3° in § 3, lid 1, worden de woorden « van artikel *29quater*, 2° » vervangen door de woorden « van artikel *29quater*, 1° *bis*, 1° *ter* en 2° »;

4° in § 3 wordt lid 2 vervangen door volgend lid :

« De verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel *29quater*, 1° *bis*, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 heeft voorrang op respectief de verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel *29quater*, 2°, en de verlenging van de reëctatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in lid 1. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en bijzonder kleuter- en lager onderwijs

Art. 25. Aan artikel 15 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij gewoon en bijzonder kleuter- en lager onderwijs, gewijzigd door... worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf *1bis* ingevoegd die als volgt luidt :

« § *1bis*. Moeten niet aan het OSSO aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden met in totaal meer dan 2 160 dagen dienstanciënniteit bij de inrichtende macht »;

2° er wordt een paragraaf *2bis* ingevoegd die als volgt luidt :

« § *2bis*. « Moeten niet aan de in hoofdstuk VI bedoelde reëctatiecommissies noch aan het OSSO aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die een van de voorrangen genieten, bedoeld in artikel *29quater*, 1° *bis*, 1° *ter* en 2°, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 »;

3° in § 3, lid 1, worden de woorden « van artikel *29quater*, 2° » vervangen door de woorden « van artikel *29quater*, 1° *bis*, 1° *ter* en 2° »;

4° in § 3 wordt lid 2 vervangen door volgend lid :

« De verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel *29quater*, 1° *bis*, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 heeft voorrang op respectief de verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel *29quater*, 2°, en de verlenging van de reëctatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in lid 1. »

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie

Art. 26. Artikel 16 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 12 september 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reëctatie en de toekenning van een wachtweddetoelage in het gesubsidieerd vrij onderwijs voor sociale promotie, gewijzigd door... wordt aangevuld met een paragraaf 3 en een paragraaf 4 die als volgt luiden :

« § 3. Moeten niet aan de in hoofdstuk VII bedoelde reëctatiecommissies aangegeven worden, de betrekkingen bekleed door de personeelsleden die een van de voorrangen genieten bedoeld in artikel *29quater*, 1° *bis* en 1° *ter*, van voornoemd decreet van 1 februari 1993.

De reëctaties en wedertewerkstellingen verricht door de zonale en centrale en regionale reëctatiecommissies, uitgezonderd hun verlenging, kunnen een personeelslid de betrekking niet ontnemen welke is bekomen met toepassing van artikel *29quater*, 1° *bis* en 1° *ter* van voornoemd decreet van 1 februari 1993.

De verlenging van de prioritaire affectatie bedoeld in artikel *29quater*, 1° *bis*, van voornoemd decreet van 1 februari 1993 heeft voorrang op de verlenging van de reëctatie of van de wedertewerkstelling bedoeld in voorgaand lid. »

TITEL IV. — SLOTBEPALING

Art. 27. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Brussel, 17 juli 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E.",
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Budget
M. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
D. DUCARME

De minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Nota

1) *Zitting 2002-2003*

Stukken van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 427-1. — Commissieamendementen, nr. 427-2. — Verslag, nr. 427-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 juli 2003.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[2003/09697]

Désignation

Par arrêté royal du 26 août 2003, M. Claude Debrulle est désigné comme titulaire d'une fonction de management -1 du Service public fédéral Justice dans la fonction de directeur général « Législation - Droits fondamentaux et Libertés » à partir du 15 juillet 2003, dans le cadre linguistique français.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[2003/09697]

Aanduiding

Bij koninklijk besluit van 26 augustus 2003 wordt de heer Claude Debrulle, met ingang van 15 juli 2003, aangeduid als houder van een managementfunctie -1 van de Federale Overheidsdienst Justitie in de functie van directeur-generaal « Wetgeving - Fundamentele rechten en vrijheden », in het Franse taalkader.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangezekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel.